M-2612-5-4F.

sans frontière

Bimensuel pour un hebdo de l'immigration 15 Janvier 1980 prix:4francs n° 5

LOI BONNET raciste et... anti-constitutionnelle

"Nul ne peut être arbitrairement détenu."

article 66 de la Constitution

BOB MARLEY

rencontre «Sans Frontière»

La mort d'un immigré dans le nord

Derreche Ahmed, âgé de 52 ans est d'origine des environs de Sétif en Algérie. Il était trouvé mort au mois de décembre dernier dans sa chambre de Courcelles-lez-Lens, qui se situe entre Douai et Lens, dans le Pas-de-Calais.

... En 1968, il avait quitté les mines en permission pour l'Algérie après avoir travaillé plus de quatorze ans, aussitôt revenu en France aux Houillères qui n'ont pas voulu le reprendre parce qu'il souffrait de silicose; ensuite, il avait travaillé dans une tuilerie et dans le bâtiment jusqu'en 78, puis licencié, il n'avait pas trouvé de travail, il est resté au chômage pendant un an et demi. Le jour de sa mort, dans ce village du Nord où il ne connaît personne, une mobilisation générale des immigrés était déclenchée, la plupart de ces immigrés donnaient 500 francs pour leur frère Derrache Ahmed, après avoir acheté son cercueil et le terrain... Après l'enterrement, il restait 7 000 francs qu'on a envoyés à sa femme en Algérie. Une semaine après, une deuxième mobilisation d'immigrés de la région de Loyon, déclenchée par son frère qui était venu assister à l'enterrement. Un groupe d'immigrés se pointe et prépare son envoi en Algérie par avion. Personnellement, c'est la première fois que je vois une telle solidarité d'immigrés envers l'un des leurs, isolé dans un coin.

Lors de l'enterrement, on rentre dans des cafés arabes, celui qui voulait payer sa consommation, le patron lui dit que tout est réglé, on peut faire mieux encore, on a les mêmes problèmes et les mêmes difficultés, essayons de résoudre nos problèmes communs.

Un immigré du Nord

Les Mauricieennes immigrées en france

Beaucoup de femmes mauriciennes rencontrent des difficultés en France. Mais certaines n'osent pas en parler parce que c'est dur pour elles ; et elles ne savent pas que ce n'est pas seulement elles qui en ont.

Ces femmes sont ici pour l'avenir de leurs enfants parce que la vie à l'île Maurice est néfaste à leurs besoins et alors, elles sont ici sans fortune pour y travailler.

C'est pas facile de trouver un travail et beaucoup de femmes sont comme des esclaves avec les patrons par les conditions de travail parce que les patrons les embêtent en leur disant que le travail n'est pas dur et après, ils commencent à en avoir marre d'elles en les traitant de toutes sortes de noms.

Puis le problème des papiers, sinon avec les contrôles, elles ont droit à une expulsion qui est très courante de nos jours. Et que deviennent sa famille dedans, s'ils attendent de quoi se nourrir ?

Pour les papiers, il y a des femmes, soit elles ne savent pas comment faire pour les avoir ou que leurs maris sont loin d'elles et la préfecture les refusent ici et elles ont un délai pour quitter la France. Et il y a celles qui dorment à plusieurs dans une chambre de service ou sous des machines et ces gens-là, même leurs proches parents refusent de les héberger, c'est pourquoi ils mènent une pareille vie pleine de morosité, elles sont obligées de rester renfermées sur elles-mêmes et ont honte d'avouer leur sort de peur que leurs parents le sachent et fassent un scandale à l'île Maurice et se moquent d'elles d'être venues ici.

Il y a aussi le problème de la famille rejoignante, si une famille a des enfants, et que l'aîné est majeur, ça l'enfant aura droit à une carte de séjour et pour travailler, comment il se débrouillera ? Les femmes immigrées en France et aussi celles qui sont célibataires et qui ont des enfants.

Puis celles qui veulent se marier à un Français et ça aussi, il faut que la préfecture regarde si elles se marient pour de vrai ou simplement pour avoir leurs papiers et demander le divorce après. Et aussi il y a des gens qui prennent la nationalité française sans penser qu'un jour si on met les immigrés dehors ils seront dans le coup.

M.D.

Un jour... hebdo!

Sans frontière, je t'ai découvert bien longtemps, c'était un jour devant les portes de Beaubourg. Alors que tu étais vendu par des bénévoles. Maintenant, c'est autre chose, tu es diffusé par les messageries. Et tout cela te demande d'avoir les reins solides. Bien sûr, j'ai assisté à la création de journaux à Rennes parlant des problèmes des immigrés : ils sont morts, ils se sont donnés tant de mal pour nous défendre, pour nous venir en aide. Aujourd'hui, *Sans frontière* a bien écarté de son chemin « des douaniers » avec des prises de position, en parlant des problèmes que nous vivons quotidiennement, ainsi que les lois qui nous échappent, en passant par la rubrique « annonces », rien n'est négligé. De tout mon cœur, je te souhaite une longue vie tout en espérant qu'un jour tu deviendras hebdo. Avec mon profond soutien,

Ahmed Khouzaima

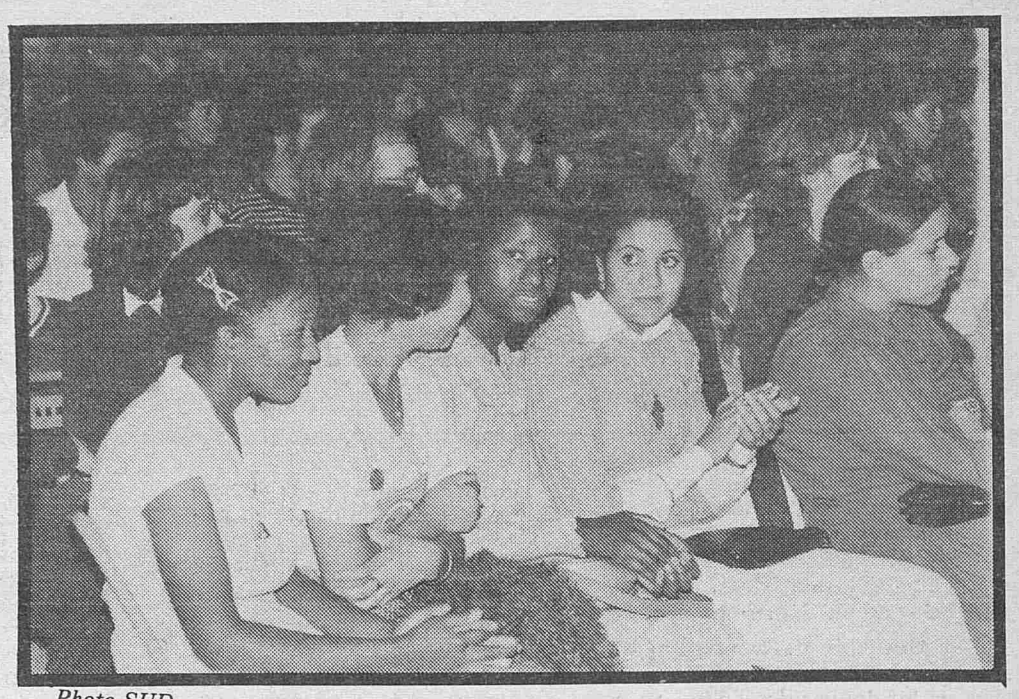


Photo SUD

Mots croisés

SOLUTION DES MOTS CROISES DU NUMERO 4

	1	2	3	4	5	6	7	8
1	A	L	H	A	M	B	R	A
2	B	A	U	D	O	U	I	N
3	B	U	E	■	A	R	E	S
4	A	R	R	A	B	A	L	■
5	S	I	T	E	■	L	■	U
6	S	E	A	T	■	I	B	N
7	I	R	■	I	N	S	U	■
8	D	■	E	T	A	T	S	■
9	E	■	R	E	■	E	T	C
10	S	U	E	■	U	S	E	E

Les maisons internationales: un escroquerie

La MIJE voudrait se faire passer pour une institution d'intérêt public et de solidarité avec des jeunes. En réalité, cette société à but non-lucratif se comporte comme un état dans l'Etat.

Ces quatre centres de MIJE ont la prétention d'être des centres d'accueil pour étudiants et jeunes. Quel accueil ? Les pensionnaires qui trouvent à s'y loger partagent à deux, quatre, voire huit, une chambrée. Ou sont en dortoir. Afin de répondre aux besoins de la jeunesse qui aime, nous dit-on, dormir en communauté. Durant l'été, on n'a pas hésité à parquer les hôtes du MIJE dans des hangars de fortune. Il convient de noter encore qu'aucune animation n'est prévue pour les jeunes et les étrangers de passage à Paris. Cela pour 33 francs la nuit.

Une pareille maison a besoin d'une main d'œuvre nombreuse, dont bon nombre de travailleurs immigrés. Ce personnel est mal payé, à peine un peu plus que le S.M.I.G. L'équipe des veilleurs de nuit commence à 19 heures. Elle s'arrêtera à 6 heures. Seul confort : une chaise longue.

Les MIJE tournent avec un noyau de permanents (une dizaine), le reste des employés étant des temporaires sans garantie de réemploi.

Pour empêcher toute bagarre des salariés et ne pas avoir un comité d'entreprise, les MIJE grossissant se sont scindées en deux, créant l'AJF (Association des jeunes de France). Le personnel (70 salariés) est réparti dans les deux organismes.

Les licenciements pleuvent à tire-larigot sans motif. La boîte, dans cet esprit de paix sociale, n'hésite pas à avoir recours à la main d'œuvre sans papiers.

La MIJE et l'AJF constituent en fait une organisation anti-jeunes qu'il convient de dénoncer.

OSMAN

P.S. Les MIJE, 11 rue du Fauconnier 75004 Paris.

ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRPITION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F 6 MOIS : 80 F 12 MOIS : 160 F CCP 4209.OOF PARIS
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F
PAR AVION : 320 F

NOM : .....
.....
CODE POSTAL : .....
VILLE : .....

☐ CHEQUE BANCAIRE ☐ CCP

☐ JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f
☐ JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS
☐ JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS
CCP 4209.00F PARIS
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
VILLE : .....

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS
CCP 4209.00F PARIS

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
VILLE : .....

sansfrontière

Administration - Rédaction : 35, rue Stephenson 75018 Paris. Tél : 606 15 68.
Rédaction Régionale Midi : Marseille 4 bis, rue Jean Trinquet. Tél : (91) 91 42 20.
Directeur de publication : Khali Hamoud.
Commission Paritaire n° 61715.
CCP n° 420900 F Paris.
Diffusion : N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil

LA FRANCHE CONNECTION

Le jeudi 20 décembre, la sonnerie du téléphone grésille sur le bureau du vice-consul Gilbert Tenga Messi, à l'ambassade du Cameroun à Paris.

Une voix de femme angoissée et timide supplie le consul de lui donner des nouvelles de son mari disparu de son hôtel et de son bureau à Yaoundé. Son époux, Daniel, n'est pas un coopérant mais un cadre comptable français qui vient récemment d'être embauché par un cabinet d'expertise comptable de la capitale camerounaise. La femme et les femmes sont restés quelques mois à Paris en attendant que la situation matérielle du chef de famille soit affermie.

Mais depuis quelques semaines, les nouvelles transmises par Daniel sont mauvaises, son emploi semble menacé. La voix rassurante du consul, étonnée mais ferme, s'emploie à convaincre sa compatriote. En effet, Adèle est une Africaine d'origine camerounaise, mère de deux enfants, Brice et Estelle, nés à Paris après son mariage en France. Elle est enceinte du troisième enfant. Elle est jeune et jolie et toute dévouée à son foyer et à sa petite famille française. Elle suit les cours par correspondance de comptabilité au C.N.T.E. Son père et sa mère sont de modestes agriculteurs au milieu de la forêt Bassa à cinquante kilomètres de Yaoundé.

La voix du consul est devenue persuasive : « Ton mari s'est enfui avec une autre femme, la fille du maire de Yaoundé ; celle-ci est d'ailleurs enceinte et il est en train de l'épouser ; c'est d'ailleurs une hôtesse de l'air de la Camair qui m'a prévenu ».

Adèle rentre chez elle, et reste prostrée plusieurs heures en serrant ses deux enfants entre ses bras.

En fin de matinée, le vendredi 21 décembre, le consul a une longue conversation avec un commissaire principal de la première brigade territoriale située dans le huitième arrondissement, à quelques centaines de mètres de l'ambassade.

Le même jour, vers 15 heures, il reçoit la visite d'un homme d'affaires « béninois », un certain Koukoubou Chabi Anselme, qui depuis cinq ans effectue des « études de marchés » sur les pays d'Afrique centrale et qui vient fréquemment en France et en Italie.

Le samedi 22 décembre, vers midi, « l'homme d'affaires » se présente chez Adèle, à la porte de leur petit appartement du quartier Gambetta. Il apporte un colis de vêtements et une enveloppe contenant 50 francs francs : « C'est un petit cadeau de la part de ton frère le consul ». Dans l'après-midi de ce même jour, un commissaire de police barbu se présente à l'appartement : « Nous avons appris par l'ambassade que ton mari t'a abandonnée avec les enfants ; tu es sans ressources et seule, tu ne peux donc plus séjourner sur le territoire français. D'ailleurs, nous savons que tes papiers ne sont pas en règle, tu as épousé un Français mais tu es étrangère et il te fallait un titre de séjour. Prépare ta valise, tu quittes le territoire avec tes enfants ».

Adèle tente de s'accrocher à ses enfants : ils sont Français, leur papa est Français et nous voulons attendre son retour.

Les prières, les pleurs, les cris ne font rien. Elle prétend avoir perdu son passeport : celui-ci lui est refait en quelques heures par l'ineffable consul, alors qu'en temps ordinaire, il faut plusieurs semaines et l'autorisation de Yaoundé pour refaire un passeport.

Les 26, 28 et 29 décembre, le commissaire se représente et menace d'enfermer Adèle et ses enfants dans les locaux de la police si elle se cache. Le 29, il li annonce : « Tu feras partie d'un voyage où quatorze autres immigrés refoulés t'accompagneront ; ils quitteront le territoire par le vol Cameroon Airlines du 4 janvier à 18h30 ».

Le mercredi 2 janvier 80, vers 16 heures, un jeune inspecteur de police se présente au domicile. Il ne trouve personne et laisse une convocation digne des sombres rafles nazies des années 40 (il manque seulement les autobus).

Des amis français et camerounais ont assisté aux diverses visites de la police et sont émus. Des planques sont préparées et Adèle et ses petits enfants sont cachés.

Le 2 janvier, Daniel rentre du Cameroun juste pour recevoir et apprendre ce que la police française préparait contre sa femme et ses enfants. Il alerte le ministre de l'Intérieur, le préfet de police, la mairie de Paris, le consul général du Cameroun à Paris, et constitue Maître Roland Dumas comme défenseur.

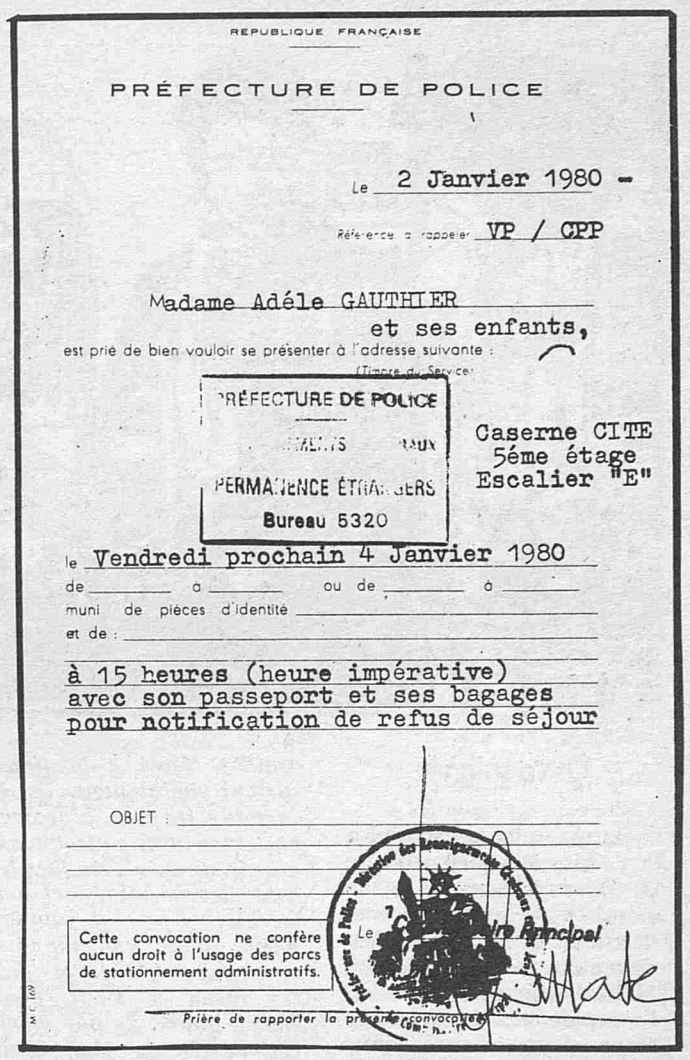
A la préfecture, il enquête : aucune fiche, aucun dossier ne concerne son épouse, ni aux renseignements généraux, ni à la Cité, ni au Bd Ney.

Le 4 janvier, à 17h15, par téléphone, il apprend par le préfet de police que « la procédure est annulée ».

Il faut préciser que dans le cadre de ses fonctions à Yaoundé, Daniel est responsable de la réorganisation d'une banque camerounaise fortement compromise dans les scandales politiques et économiques au Cameroun. Celui-ci faisait l'objet de pressions particulièrement importantes à Yaoundé.

Il fallait bien un moyen de pression... Nous reverrons bientôt la « franche connection » des services spéciaux camerounais et de certains milieux d'affaires et policiers français.

Daniel GAUTHIER



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

Le 2 Janvier 1980 -

Référence à rappeler VP / CPP

Madame Adéle GAUTHIER
et ses enfants,

est prié de bien vouloir se présenter à l'adresse suivante : (Timbre du Service)

PRÉFECTURE DE POLICE
... SEILS ...AUX
PERMANENCE ÉTRANGERS
Bureau 5320

Caserne CITE
5éme étage
Escalier "E"

le Vendredi prochain 4 Janvier 1980
de ... à ... ou de ... à ...
muni de pièces d'identité ...
et de : ...

à 15 heures (heure impérative)
avec son passeport et ses bagages
pour notification de refus de séjour

OBJET :

Cette convocation ne confère aucun droit à l'usage des parcs de stationnement administratifs.

Le ... Commissaire Principal

Prière de rapporter la présente convocation

EXPULSION

APPEL POUR UNE RESISTANCE

Je m'appelle Zerfi Kamel, né le 12/7/57 en Algérie. Je suis venu à l'âge de 8 mois en France avec mes parents. Mon père d'ailleurs se trouvait en France depuis longtemps avant que nous arrivions.

Comme beaucoup de jeunes, j'ai fait quelques bêtises étant mineur (bêtises pas graves...). Je n'ai jamais été condamné étant mineur. A l'âge de 18 ans, j'ai eu deux mois de sursis et cinq ans de mise à l'épreuve pour une bêtise (vol... j'étais mineur).

J'ai quitté l'école à 16 ans. Entre 16 et 18 ans, je suis passé du travail au chômage. A 18 ans, j'ai fait un stage F.P.A. où j'ai échoué. J'ai travaillé un peu partout, surtout en intérim.

Et tout commence là. On m'apprend que je dois passer en conseil d'expulsion et je me suis demandé pourquoi. Je contacte un avocat, Maître Paillard d'Aix et le 18 janvier 1977, je passe devant le conseil pour les bêtises commises alors que j'étais mineur, et pour lesquelles j'avais payé ma dette envers la justice. Le conseil d'expulsion a duré cinq minutes, et en sortant, mon avocat m'a dit : « Si vous ne recevez pas d'avis d'expulsion d'ici deux à trois mois, c'est que vous n'êtes pas expulsé ».

Le 23 juillet 77, c'est-à-dire six mois après, je suis pris dans une bagarre au cours de laquelle je reçois trois coups de couteau et je me fait casser une dent à coups de poing américain. Les gendarmes étaient là, j'ai été vers eux... Ils m'ont ignoré. Par mes propres moyens, j'ai rejoint la clinique de Rognac. Je demeure trois jours à Rognac pendant lesquels je téléphone aux gendarmes de Rognac pour porter une plainte contre X... Les gendarmes ont déformé ma déposition, je n'ai donc pas voulu la signer. Je leur ai fait remarquer qu'ils étaient là pendant la bagarre. Je leur ai demandé de noter que je portais plainte contre eux pour non-assistance à personne en danger. Les gendarmes, avant de partir, ne se sont pas gênés pour m'injurier.

Je ne pouvais pas rester trop longtemps en clinique. Il fallait m'emmener à l'hôpital de Salon. Comme un copain s'est proposé pour m'y emmener, le médecin s'est opposé en disant que j'étais intransportable en véhicule ordinaire. Et pourtant, trois jours après, les gendarmes sont venus me tirer du lit... A midi, j'étais à la gendarmerie de Berre (en pyjama). A 5 heures, j'étais sur le bateau... Et pourtant, trois jours avant, j'étais considéré comme intransportable... Je n'avais pas de dossier d'expulsion, pas de papiers, tant et si bien qu'arrivé à Alger, on ne savait que faire de moi, sinon me transporter à l'hôpital, parce que mon état n'était pas brillant. Mon avocat possède un certificat du médecin d'Alger.

Une fois rétabli, j'ai été au service militaire. J'ai terminé mon service le 15 septembre 1979. Entre temps, mon avocat a fait deux fois appel, lesquels se sont soldés par un refus d'informer. Mon avocat a aussi écrit au Ministre de l'Intérieur. Mais jusqu'à ce jour, aucune réponse...

Le 17 septembre, j'ai débarqué à Marseille, avec un passeport valable six mois. J'ai passé un mois et demi chez moi, et le 1er novembre, je me suis trouvé encerclé par environ dix gendarmes (à croire que j'étais Mesrine ou Spaggiari). J'ai passé deux mois et trois jours à la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence. A noter qu'on a découvert une condamnation par défaut. L'avocat s'est employé à démonter cette condamnation montée de toutes pièces alors que je me trouvais en Algérie... et j'ai été relaxé (non-lieu). Le 4 janvier 80, je suis repassé au tribunal pour infraction à notification d'expulsion. J'ai été relâché puisque j'avais fait deux mois à la maison d'arrêt d'Aix. Et l'on me donne un jour pour débarrasser le plancher.

Je ne puis accepter tout cela... Je ne comprends pas les raisons pour lesquelles je suis expulsé, et je ne les trouve pas normales. Je compte *entamer une grève de la faim* le plus vite possible, pour protester contre ce système d'expulsion. Mais pour que mon action aboutisse, il est important qu'elle soit soutenue par le maximum de personnes, de loin, et de près par une présence physique indispensable. J'en appelle à toutes les organisations de gauche, à toutes les personnes de bonne volonté et je hurle pour leur demander de ne pas rester indifférentes.

Je répète : ce que je veux obtenir, c'est qu'on m'enlève l'expulsion. Je demande surtout aux personnes dans la même situation que moi, et je sais qu'elles sont nombreuses, d'entamer avec moi cette grève de la faim.

ZERFI KAMEL

Cité Balzac: tout le monde descend!

Ça va saigner

Balzac - cité construite à la va-vite aux alentours de 68 pour reloger les gens expulsés par la construction de Bd périphérique. Le peu de qualité initiale des locaux, l'absence d'entretien l'a rapidement transformée en un ghetto où sont venus s'entasser des centaines de familles immigrées dans des conditions de vie impossible (notamment pour les enfants pour lesquels pas même une aire de jeu n'était prévu). De plus la mairie PCF pratique une politique de contrôle absolue sur la vie de la cité. Balzac a surgi dans la presse comme un repère de métèque assoiffés de viols, de sang et d'argent; de l'Huma à France Soir tous à quelques exceptions près (Monde, Libé, Canards locaux) ont escamotés la parole des jeunes au profit de leur discours brut sur la sécurité. le prétexte a été celui d'une pratique massive et systématique dans les banlieues ouvrières : « l'auto-réduction du transport public; mais alors qu'ailleurs cette pratique est discrète et plus ou moins toléré, à Blazac elle est affirmée de visu, ce qui entraîne quelquefois des heurts entre les jeunes et les chauffeurs les plus zélés.

Pleure pas pour 2 balles 50

Le chauffeur de bus un jour, il parle avec toi, il rigole et tout, mais à un certain moment, parce que ça va pas chez lui, ou qu'il a un problème de soucis ou autre chose, il s'en prendra à un petit : « Toi, fais voir ton ticket ». Alors, le môme, obligé, lui répond comme quoi il est chauffeur, que c'est pas pour un ticket à 2,50 F qu'il va pleurer et qu'il a qu'à s'occuper de son cul, alors l'autre il s'énerve et ça dégénère. Il tape le môme et le môme est obligé de répondre. Mais ils te font tout un cinéma pour un ticket, mais ça les regarde même pas, eux ils gagnent leurs tunes tranquilles au chaud, alors c'est pas la peine qu'ils nous cassent les couilles. Mais à la finale surtout maintenant, ils se servent de ces histoires pour bien nous matraquer la gueule, après y'a les flics les contrôles de papiers et tout le reste. Après il peuvent mieux donner une mauvaise réputations à la cité et après les vieux y z'ont peur. Même quand ils ont déplacés l'arrêt du bus, après toutes les salades de l'année dernière, les vieux ils étaient emmerdés (parce qu'ils devaient marcher plus pour le bus et pour quand ils vont au cimetière), alors à la mairie et les flics ils leurs disaient que c'étaient de notre faute. Et maintenant les flics ils nous surveillent tous les jours, y viennent avec les cars et la mitraillette et tout pire qu'à Barbès.

Aussi de même que pour tous les niveaux de résistance anti-capitaliste qui mettent en jeu au quotidien *une stratégie offensive, la* réponse : c'est la répression. Ainsi l'escalade flicarde des dernières semaines (les CRS patrouillent mitraillettes au poing tous les jours) ne doit pas surprendre. Elle n'est qu'un élément dans la batterie des moyens qui doivent permettre le contrôle efficace de cette population immigrée « travailleuse, dévouée, tranquille » qu'on entend conserver pour effectuer les sales boulots.

Au début, c'était pas mal, mais...

« Tu vois nous la municipalité elle nous a fait une baraque et tout alors ils ont mis du fric (trois briques) pour l'arranger ils ont fait la peinture, la tapisserie et tout. Au début, c'était pas mal, mais c'était les communistes qui voulaient être les chefs alors ils voulaient tirés à côté du local. Et la mairie a fait fermer.

Et puis, il n'y a plus rien eu de fait, mais je crois que c'était parce qu'on faisait pas comme ils voulaient, genre du théâtre ou de la musique comme des bons cons ». Ainsi les jeunes immigrés qui sont au cœur de la contestation de la mythique du travail et qui l'affirment tous les jours par leur pratique, ont fait l'union sacrée contre eux.

La CGT qui demande que les chauffeurs soient armés, le PCF qui innondent la population de pétition et de manifestation pour la construction d'un commissariat dans la cité (il a d'ailleurs obtenu satisfaction mais après, comble d'ironie, de multiples refus de la préfecture) ou pour la délation de masse (ainsi le maire passait avec une camionnette sono pour demander à ce que la population chasse d'elle-même les « brebis galeuses »); mais aussi la droite plus classique qui par l'intermédiaire d'Europe I et de ses journaux à grand tirage a essayé de faire croire à l'existence d'une bande de jeunes immigrés, organisés sur le sud est parisien en vue d'un banditisme de grande envergure. Ces éléments sont d'une part la prise en compte et l'application au niveau pratique des volontés politiques de la bourgeoisie (qu'elle soit de gauche ou de droite) qui entend bien conserver une population immigrée (nécessaire au maintien de ses profits) mais pas n'importe laquelle, et aussi d'autre part une des bases de fonctionnement de l'idéologie de la sécurité. Cependant, au moins sur la cité, ces éléments ne sont pas repris en charge par les habitants qui ont déjà l'expérience du flicage massif et qui ont dans le passé développés des luttes autonomes contre la municipalité et les flics (cf : lutte contre les saisies et les expulsions en 76).

« Je roulais en mob, derrière moi j'avais un petit noir j'avais droit il avait moins de 14 ans à un moment il y a les keufs derrière nous alors moi pour les faire chier, je les fais courir autour des bâtims. Mais eux ils me serrent avec le car et je me casse la gueule, je me blesse à la main heureusement le petit il avait rien. Les flics y descendent et y me frakent, y gerbent le petit noir et y veulent m'embarquer soit disant pour aller à l'hosto, mais moi j'étais en règle et je voulais pas y aller. Alors ils me frakent, je me laisse pas faire, je gueule fort, qu'on fasse ce qu'ils veulent, genre des activités de bouffon comme quoi on va jouer au ping pong, comme ils nous les broutaient on les a dressés et on s'en est débarrassés. Mais après les flics ils venaient tout le temps pour nous faire chier; dès qu'il y avait un coup ils rappliquaient aussi sec au local, t'avait pas le temps de souffler, ils visitaient déjà tout, même les chiottes. Alors après ils ont pris des prétexte, comme quoi ils avaient retrouvés des mobs décarcassées qu'avaient été tous les mecs y descendent pour voir ce qui se passe et c'est là que la baston elle a commencé ». C'est à chaque fois, un haut niveau de solidarité qui permet de faire front efficacement. *« Un jour les flics nous embarquent au commissariat pour contrôle d'identité mais y voulaient nous mettre un coup sur le dos.*

Est-ce qu'il y a encore de la biére?

Là-bas on arrive à 7 ou 8 ils prennent Momo et ils le séparent parce que soit disant il était jeune et c'est nous qui l'entraînaient. Ils ont commencé à lui faire le genre sympa « toi on te fera rien. Si t'as besoin de quelque chose il faut le dire on peut pas te relâcher parce qu'on n'a pas le droit. Lui, il leur dit qu'il a faim et soif. Alors, les flics lui apportent des sandwiches, de la bière, il y en a un qui lui donne des cigarettes, alors Momo, se la donnait et bouffait comme un vorace. Nous, on avait les crocs, on était dans la cage comme des cons et lui, il bouffait. A la fin les flics lui demandent s'il a rien à dire sur nous; alors Momo y joue l'innocent et demande s'ils ont pas encore de la bière. Alors ces cons là lui refilent encore de la bière et ils lui disent qu'il vaut mieux qu'il parle mais il leur dit qu'il a rien à dire, alors là, t'aurais vu comment ils l'ont dépouillé, dans la cage on était tous mort de rire ».

Eviter qu'on transforme notre territoire de lutte

Au cours de discussion (sur le terrain envahi de CRS) se sont dégagés les différents niveaux de riposte qu'ils mettent en œuvre : « cela va de la passivité absolue qui commande, par la « loi du fatalisme arabe » de s'enterrer et de laisser passer le rouleau compresseur, jusqu'à l'illégalisme le plus complet qui revendique pleinement les actions à la « Mesrine », en passant par l'approfondissement des pratiques d'autoréduction et de réappropriation ou encore les tentatives de se lier à certains groupes (comité de quartier journaux locaux etc ...) pour populariser la situation. Mais ce comportement social, spontanément anti-capitaliste, fait l'objet d'une attention particulière tant du côté des pouvoirs publics que des municipalités de gauche. Des ballons d'essais sont envoyés un peu partout dans les régions fortement urbanisées pour proposer de nouvelles formes de consensus avec les jeunes, mais simultanément se renforce la répression contre le refus éventuel de ces nouvelles propositions (sub ventions pour les MJC et les activités culturelles, stages-barre, formation professionnelle, déxintoxication et prévention de la drogue et de la délinquance etc ...).

... En cimetière

Le plus souvent incapables de saisir la volonté et les aspirations spécifiques des jeunes les tenants du pouvoir subissent de cuisants échecs et ne suivent dès lors que la logique du rétablissement de l'ordre par l'écrasement de toute expression de dissidence, même lors que celle-ci porte sur des revendications que les responsables locaux incluent en principe dans leur programme social (ex: réduction des tarifs publics, refus des saisies expulsions de logements ou même l'arrêt des violences et des vexations policières). En effet, ils ne sont pas sans savoir que l'augmentation des effectifs de police accroit la tension et entraîne le gonflement continu du dispositif répressif, ce jusqu'au jour où ça pète. Les affrontements sanglants en Corse sont un exemple de cette logique et laisse salement présager de ce qui peut arriver aux immigrés (ou arrive déjà). Les tentatives pour généraliser à toute la ceinture ouvrière de Paris, ces pratiques de fliquage, expérimentées dans quelques fiefs rouges, font ainsi figure de provocations anti-jeune d'autant plus qu'elles passent par une manipulation systématique des autres secteurs de la population notamment les travailleurs du secteur public (les chauffeurs de bus multiplient les grèves contre les jeunes dans la région parisienne) et les vieux. Provocations qu'il s'agit de contourner avant que le système ne soit complètement opératoire et ne transforme notre territoire de lutte en cimetière : les gens mis à l'index, balancés aux flics ou les dissidents comme Guy Konopnicki, envoyé à l'hôpital par le service d'ordre du PCF (avec lequel il est en instance de divorce) ne vont pas nous faire reculer ni pleurer misère. Ils nous servent de révélateur, l'affrontement a déjà commencé, sournoisement.

Troyes-Amiens: l'ère des petits racistes

C'était hier encore, deux Sénégalais périssaient carbonisés dans un hôtel incendié par des racistes de la « France profonde ». Des « Dupont la joie » qui, pour s'amuser, car c'était jour de fête à Orange ne trouvèrent pas mieux que de brûler du « nègre ». A Amiens, une bande d'adolescents précipitent dans la Somme un Sénégalais de 24 ans, Galif Samara, il mourra noyé.

A Troyes, dans la nuit du 8 janvier 1980, deux hommes aux visages masqués pénètrent dans un café algérien (hôtel des Messageries) armés de gros calibres 11/43 et 9mm, ils font feu sur les personnes présentes dans le bar. On relèvera deux morts (Reski Kelhan, 44 ans et Saci Keddiche, 50 ans) et deux blessés (Lahmil Rahmouni et Rachid Rahmouni).

La fusillade n'a pas été revendiquée par un groupe organisé mais l'un des tueurs téléphonait jeudi à la rédaction du journal « Libération-Champagne » afin d'expliquer les motifs de leur massacre. A la question de « Libération-Champagne », « pourquoi cette tuerie ? », il répondit :

— « Les Français crèvent de faim, ils se font construire des maisons qu'ils ne peuvent plus continuer de payer parce qu'ils sont au chômage et on les traduit devant les tribunaux pour cela. Alors que les « Bounty » (Nords-Africains) acceptent de travailler dans la merde pour presque rien ; ils prennent la place des Français. Nous n'allons pas nous arrêter là et rassurez-vous, les « flics » ne sont pas prêts de nous trouver ».

Sommes-nous devant une nouvelle flambée de crimes racistes ? Tout porte à le croire ; mais là, fait inquiétant, on assiste à un déplacement de la violence raciste. Jusque là, elle était l'apanage des commandos organisés, style « Delta ». Mais il semblerait aujourd'hui que des « petits racistes » soient décidés à passer à l'action directe. Ce qui s'est passé à Troyes en est un sinistre exemple.

Nous pouvons craindre le pire dans un climat déjà tendu par la crise économique, où on oppose le nombre croissant de chômeurs à la présence de travailleurs immigrés. L'adoption récemment par le parlement de la loi Bonnet qui vise à marginaliser tous les jours un peu plus les immigrés. Le fait de monter en épingle chaque augmentation du prix du pétrole, d'agiter le spectre de la guerre contribuent à creuser le fossé entre Français et immigrés, et encouragent certains petits esprits à avoir recours à des méthodes radicales.

A. FARID

La situation s'est enfin éclaircie vendredi 11 décembre au soir à Troyes après le coup de téléphone donné par l'un des tueurs au journal *Libération-Champagne* : « *Au moment où les Français sont au chômage, les bougnoules travaillent* » a-t-il déclaré. Et l'assassin promet encore une autre tuerie pour le samedi 12 décembre.

Depuis lundi soir à minuit où deux individus, le visage dissimulé par une cagoule, firent irruption dans le bar-hôtel des Messageries et tirent sur les clients tuant deux travailleurs algériens et blessant deux autres, la police, appuyée par les médias complaisantes, ne fait que brouiller les pistes et avance les clichés habituels pour étouffer l'affaire. Elle laisse entendre qu'il y a eu un règlement de comptes entre proxénètes, racketteurs et trafiquants prenant la relève, le journal *Libération-Champagne* raconte dans un article que « dans le milieu très fermé qu'est le milieu maghrébin, on sait qu'il faudra beaucoup de temps pour arriver à y voir clair, ce qui ne facilite pas la tâche du commissaire Cariveu et de ses hommes du S.R.P.J. de Reims » et cite une perquisition chez une des victimes « qui a porté ses fruits ».

« Toutes ces calomnies ont été faites pour nous salir et pour camoufler la vérité », dit Abdallah indigné, qui démontre la complicité de la police et des journaux avec les tueurs, car ajoute-t-il, « une arme comme celle utilisée par les tueurs, un 11/43 n'est pas facile à se procurer et son utilisation n'est pas courante même dans la police et la gendarmerie. Mais après ce coup de téléphone des tueurs, j'espère que la police se met sérieusement à chercher les tueurs là où il fallait ».

Mais curieusement, ces tueurs semblent croire d'avance à leur impunité puisque dans leur message l'un d'eux déclarait : « Nous n'allons pas nous arrêter là et rassurez-vous, les flics ne sont pas prêts à nous trouver ».

Dans les cafés maghrébins où l'indignation et la révolte battaient leur plein, une réflexion revenait très souvent : « Pourquoi le consul d'Algérie qui s'est déplacé à Troyes est-il allé s'informer chez les flics, comme s'il ne savait pas que les crimes racistes sont toujours restés impunis et surtout lorsque les victimes en sont les travailleurs algériens ? Quelle vérité espère-t-il trouver chez les flics ? Est-il normal qu'il nous demande à nous de rester calme et de ne pas manifester notre douleur et notre indignation ? », dit Kanfoud, originaire du même village que l'une des victimes.

Indignation et douleur aggravées par la situation dans laquelle se trouvent les immigrés de Troyes car un grand nombre d'entre eux est au chômage et avec la promulgation des lois sur l'immigration l'avenir semble incertain.

L'une des victimes, Lahmil Rahmouni, dit le poète, a écrit un recueil de poèmes retraçant sa jeunesse en France, dont voici un extrait :

L'aventurier
Pour gagner ton pain
Tu rêves déjà, c'est certain
L'Europe t'apelle pour ses joies
Mais rien n'est plus beau que chez soi
Dans le pays où ton nom est né
Alors pourquoi t'obstiner ?

Driss Mourad

DERNIERE HEURE LOCALE

Un homme affirmant être l'un des deux tueurs du Bar des Messageries à Troyes téléphone à « Libération-Champagne » :

« Nous recommencerons vendredi soir... »

Il était 23 heures 15, hier soir, lorsque, [illegible] rédaction de « Libération-Champagne », nous avons reçu une communication téléphonique d'un homme affirmant être l'un des deux tueurs du Bar des Messageries à Troyes. Il a déclaré : « Les Français crèvent de faim, ils se font construire des maisons qu'ils ne peuvent plus continuer de payer parce qu'ils sont au chômage. Et on les traduit devant les tribunaux pour cela. Alors que

Noyé par des mômes

A Amiens, un jeune Sénégalais meurt noyé. L'affaire n'est pas récente ; elle s'est déroulée il y a deux mois sur les bords de la Somme et a bien failli être classée par la police si le jeune meurtrier français n'avait pas été récemment dénoncé.

Bien que nous disposions pour l'instant que de peu d'éléments concernant cette affaire, il semble établi que le jeune Français était ivre au moment des faits et qu'une bagarre ait éclaté entre lui, et le Sénégalais. L'assassinat revêt un caractère d'autant plus terrifiant qu'un groupe de copains de l'agresseur se trouvait sur les lieux au moment de la noyage et n'ont rien tenté pour sortir la victime de l'eau.

Le passé et les conditions de vie de l'adolescent meurtrier justifient-ils de tels actes ? Il est vrai que le quartier St Leu où il vivait n'a rien d'un paradis terrestre : la pauvreté, la misère et l'ennui les situent dans une quasi-marginalité. En l'occurence, les jeunes en question étaient des pré-délinquants, des « délinquants ou des chômeurs que l'on pouvait rencontrer quotidiennement à longueur de journée dans un café près de la Somme. C'est le cas de l'adolescent français qui était en fugue d'un foyer de « délinquants ».

Le climat raciste entretenu par le gouvernement est-il neutre dans cet événement qui a entraîné la mort d'un jeune Sénégalais dans des conditions tragiques ?

Dahvia

Racisme et fascisme à Lille

Déjà, il y a environ dix-huit mois, des individus tiraient sur une voiture d'un soutien aux luttes des travailleurs immigrés et des étudiants étrangers.

Depuis environ deux ans, des groupes fascistes essaient de s'implanter à l'ille, ces groupes qui sont relativement peu nombreux ont pris pour cible des militants connus, en particulier pour leur action contre le racisme et dans divers comités de groupe d'enseignants, blessant une enseignante de l'université de Lille 2, les auteurs sont bien connus, mais pour l'instant, aucune inculpation en vue. D'autre part, aux enseignants de l'institut universitaire, militants du comité de défense des étudiants étrangers, et le directeur du centre sociale de Villeneuve d'Ascq où se réunissent des comités anti-racistes et de lutte contre les expulsions, ont reçu des menaces (par lettre et par téléphone) provenant d'un groupe d'extrême-droite. Ces menaces ne sont correctisées par le saccage dans la nuit du 1 au 2 janvier de mon bureau « Rudolf Bkouche » à l'université de Lille, accompagnée de menaces signées du G.U.D.

En même temps, une inculpation pour coups et blessures à l'encontre de la propriétaire d'un café est montée de toute pièce sans instruction et les inculpés sont du jeu. Une partie comparaisse le 31 janvier au tribunal de grande instance de Lille. Ce renouveau de l'extrême-droite se manifeste au moment où le gouvernement renforce son autoritarisme et en particulier s'attaque aux immigrés et plus généralement à tous les étrangers en France avec la loi Bonnet-Stoléru, les décrets réglementant l'acier et étrangers aux universités, montée de la violence des groupes d'extrême-droite, montée de la violence inconditionnelle qui s'attaque d'abord aux étrangers en instituant un racisme égal, il ne peut être question de laisser faire.

R. BKOUCHE

(Photo Jean Luc Dubin)

RENOVATION OU... RATISSAGE?

Depuis quelques temps les rues de la Goutte d'Or s'éventrent. Un véritable chantier s'est installé. Les habitants sont au courant qu'une rénovation se prépare. Mais peu imaginent son ampleur. On les a rassurés, « il n'y aura pas de tour ni d'HLM; De plus vous en serez les bénéficiaires° ». Les antagonismes ethniques ont été éveillés et mis à l'avant. S'il y a départ, cela ne peut être que les « autres », les étrangers. Alors l'inquiétude n'a plus lieu d'être. Quelques uns redoutent pourtant l'éventualité d'une déportation, mais ils sont peu nombreux pour s'organiser. D'autres craignent tout simplement la fin de l'aspect humain du quartier. Ce qui étonne c'est plus la manière que le fait. La presse n'a pas manqué le rendez-vous et certains journaux ont été jusqu'à le présenter, chiffre à l'appui (combien érronés) comme un haut lieu de toute un pègre. Le sensationnel par excellence ! On se serait cru à Chicago 1930 et pourtant Pigalle est à quelques mètres. Mais c'est vrai aussi que ce ne sont pas des basanés qui opèrent. Ça manque d'exotisme.

Le quartier de la Goutte d'Or s'étend du boulevard de la Chapelle à la rue Ordener. La rue Myrha la divise en deux secteurs. Le sud, occupé par les immigrés, est celui auquel on se réfère le plus pour parler de la Goutte d'Or. Dans le secteur nord, la plupart des commerces étant français la présence des immigrés est moins importante.

Depuis l'automne 1978, ces deux secteurs ont connu des fortunes diverses, entre autre, un plan de réhabilitation pour le côté nord et avant de passer le relais: aux promoteurs, un quadrillage policier pour le secteur sud.

Pourtant, c'est ce dernier qui est le plus touché par l'insalubrité. Certains immeubles sont vêtustes et n'ont pas été vidés de leurs locataires. D'autres sont soutenus par des barres, en attendant... Occupés par des immigrés, leurs propriétaires les ont laissé à l'abandon. Sans concierge pour la plupart et jamais entretenus, ils se détériorent de jour en jour.

Par contre dans le secteur nord, la situation est moins critique. D'ailleurs, le rapport effectué pour le compte de la ville de Paris, dans le cadre du plan de réhabilitation, le montrait bien.

85% des logements à réhabiliter sont de bonne qualité pour le gros œuvre. Cette opération a été programmée en tenant compte du passé. C'est à dire éviter toute mobilisation des habitants. 66% des logements, selon le rapport, sont occupés par une population jeune, à dominante masculine et comportant un nombre élevé de personnes isolées dont des immigrés... D'une façon générale les personnes ne disposent que d'un revenu modeste. Des « messagers » ont fait du porte à porte pour expliquer les bienfaits de cette opération tout comme les démarcheurs qui sont venus offrir leurs services.

Paris aux riches n'est pas un vain mot. Depuis plus de vingt ans on déloge les plus démunis au profit des plus aisés. La Goutte d'Or sera-t-elle une exception à entendre les promesses ?

Cela paraît étonnant quand on voit comment et qui on nettoie dans le secteur sud. Certes la police des mœurs a fermé les quatre derniers bordels ; ainsi, la prostitution a changé de visage en se répendant des les immeubles d'habitation. Les jeux de Bonneteau se sont installés ailleurs. Par contre la vente à la sauvette existe toujours. En fait si le quartier paraît plus propre, les problèmes ont été soit déplacés soit enfouis.

Par groupes de trois, les CRS pour sécuriser ont commencé à arpenter les rues. Agressifs et jouant au cow boy, ils ratissent le quartier en demandant papier, argent, fiches de paie, etc... Imaginez-vous les proxénètes, et les marchands de sommeil que Mr le député du quartier définissait comme la pègre, contrôlés par les CRS ? En fait, ces « Patrons » sont ceux qu'on a le plus longtemps tolérés voire entretenu par une politique d'indifférence. Des journaux ont même parlé de « compromission de la police » sans être inquiétés.

Chaque immigré est un agresseur en puissance ? Chaque contrôle pouvait vouloir dire « On ne sait jamais avec ces gens là... » l'insécurisant davantage. Ce quartier auquel il est tant attaché, parce que tout simplement, c'est le seul lieu où il peut sortir de l'anonymat et respirer un avant-goût du pays, allait lui être interdit. Les sans papiers ne sont pas dupes ni naïfs pour fréquenter le quartier en la présence des CRS. Et pourtant ce sont eux qu'on accuse d'exploiter les immigrés, ce sont eux qu'on appelle « la faune étrangère » ! Alors cela signifie que l'ensemble des commerçants de la Goutte d'Or sont des sans papiers car mis à part les joueurs de Bonneteau, ils sont les seuls à diriger la vie économique du quartier.Mr le député du quartier n'a-t-il pas aussi prédit la recrudescence de viols au cas où les bordels fermaient... Qu'en est-il aujourd'hui de cette misère sexuelle devenue à la mode ? L'image du violeur arabe, par excellence, ne va-t-elle pas ressurgir ?

Dans cette période de recrudescence du racisme, ce qui se passe actuellement à la Goutte d'Or ne peut être qu'inquiétant. D'ailleurs maintenant, les immigrés viennent de moins en moins à la Goutte d'Or. Ils préfèrent rester dans leurs sinistres banlieues plutôt que d'avoir la compagnie des CRS.

S MUSTAPHA

BARBES-CANTINE

Les enseignants de l'école primaire mixte de la rue Jean François Lépine dans la Goutte d'Or, ou une majorité d'enfants est d'origine immigrée ont constaté que la nourriture servie à l'école devenait de plus en plus mauvaise, ils ont signé une lettre ouverte aux parents. Le lundi 22 octobre, ils remarquèrent la présence d'asticots dans le riz servi au repas de midi. Le conseil des parents d'élèves faisait circuler une pétition : 180 signataires envoyés pour le conseil des parents et la DDASS et à la mairie qui gère la caisse des écoles. Seule ma réponse fut envoyée à la directrice mais les parents ne veulent pas en rester là. L'affaire est très sérieuse et de nouveau début novembre des larves étaient découvertes dans la nourriture dont l'analyse laborantine n'est pas terminée. Le plus grave est que les enfants traumatisés ne mangent plus depuis, cherchent dans les plats si il n'y a pas des asticots, et en état de psychose règne dans l'école. Cependant les enseignants et les parents soutiennent les que les enfants regroupent plus de dix nationalités sont très bien éveillés et ont des capacités d'échange assez fortes du fait de leur origine différente. Le député de la circonscription monsieur Jean-Pierre Bloch, alerté pour la nourriture et pour l'éxiguité des locaux (80 enfants mangent dans un local prévu pour 40) propose la solution de privatisation de la cantine. Il a signalé que plusieurs écoles du quartier sont servies par la même cantine. Le conseil des parents de l'école de la rue J F Lépine suivent l'affaire. Les autres écoles ne repondent pas encore.

S.B.

Les Immigrés et le jour de l'An

C'est le ras de marée sur les boulevards des Champs Elysées la veille de l'An. Beaucoup de monde observe les dernières secondes de 1979.

Tous les regards sont fixés sur la grande horloge lumineuse qui avale les dernières gouttes d'une année pleine de souvenirs. Et soudains, un cri monstrueux enterre la vieille et couvre la nouvelle par des bises et du Champagne dans un moment de déchaînement ou toutes les différences ou presque s'évanouissent.

Beaucoup de monde et chacun vit la joie de sa manière. Les immigrés sont là ce soir aussi, c'est l'occasion de visiter les Champs Elysées une fois par an.

Montsertat, une jeune Espagnole me disait ce soir là : *« C'est parce que tout le monde parle de la veille de l'An, que moi aussi j'en parle. Je chante. Je saute de joie et je trouve ça très marrant. Ce n'est pas le fait qu'une année est finie mais c'est la fête et ça se fête. En ce qui me concerne c'est un samedi au carré, on fait le fou (folle) pour les différencier.*

Je vois les gens gais et je me sens gaie. Elles crient des oui, des meilleurs vœux, de bonne année et je me réjouis. Ça me pousse si fort au point de ne plus me sentir et d'être avec eux. Et puis... il y a le Champagne, chocolats, bisous, baisers, je trouve que c'est beau tant que je passe par là. Une fois la fête est finie, on est vidé, sans goût et je me vois tout ridicule. Bouffer à pleine dents, rigoler pour rigoler et chanter, danser se faire voir heureux. Tout cela est hors de moi-même. Je m'en fous. On s'en fiche. Et tous les ans il y aura pour moi une veille de l'An.

Tandis que Baker son ami me disait : *« Commencer le nouvel an aux Champs Elysées est un symbole. Sur le grand boulevard, le grand nombre de présents traduit la recherche d'une retrouvaille entre gens ayant plus qu'un point commun. Le plus évident certes est de ne pas se sentir seul, rejoindre une communauté, traduire une solidarité en partageant une certaine ambiance. Mais combien celle-ci est artificielle car le temps n'arrête pas son vol et quelques heures plus tard, chacun se retrouvant dans son gite. Réponse tout bas ce qu'il ne pouvait dire tout haut : de quoi sont gros les jours qui suivent ».*

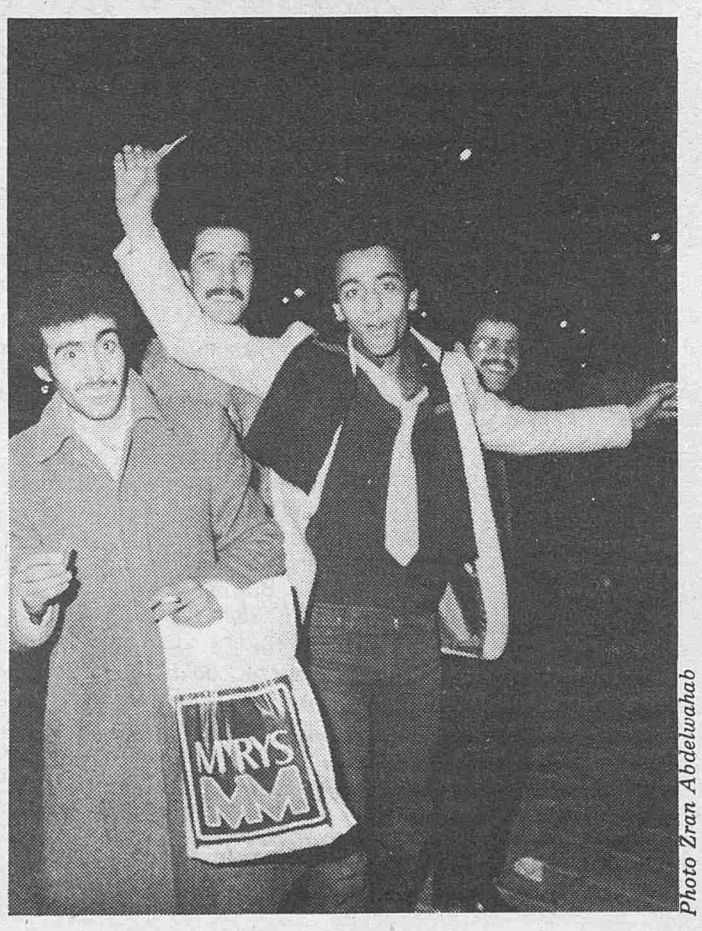


Photo Zran Abdelwahab

Hallouma, une jeune Tunisienne me disait :

« Toutes les années pour moi passent de la même manière, loin de ma famille et mes amis, je vis la solitude. Mon seul souhait, c'est de retourner au pays une fois pour toutes, là où je peux vraiment vivre la joie d'une nouvelle année. Tu vois avec l'ambiance qu'il y a maintenant, tu peux oublier beaucoup de choses, mais cela ne dure pas. C'est la fête des autres, pour eux, ils ont les moyens. Ils achètent de belles robes, ils se payent des cadeaux, ils bouffent au restaurant avec toute la famille et les amis. Mais nous qu'est-ce qu'on a de tout cela ? Avec le salaire de misère pour un travail de douze heures, il te reste la fatigue après que tu payes le loyer et un petit mandat à la famille. Mais voilà, on se promène dans ce froid terrible, mieux de rester dans la chambre avec l'angoisse et la solitude, aux moins une fois par an ».

Un groupe d'immigrés, des partisans en tchador, tous ce que la Darbouka et le Mezouid peuvent attirer. Un grand cercle devant l'agence de voyage de l'Iran. C'est la danse, la joie, les bises, les pétards, l'oubli, c'est l'année 1980.

ZRAN Abdelwahab

ESPACE LIBRE

Réponse à JoséGuerreiro

C'est entendu : l'ami José ne manque ni d'ironie, ni de souplesse langagière, Dieu merci. L'odeur des quelques « rôts transcrits dans un autre code » ne peut nous laisser insensibles parce qu'elle est réelle. Elle a même failli m'assommer alors qu'une tasse de café et une cigarette m'assuraient une certaine assise.

Comme nous, tous Gens du Royaume de la Solidarité, le pseudo-dialogue ne lui a pas passé - d'où le rejet légitime. Malheureusement, il s'est trouvé que par ailleurs, l'ASTI de Bordeaux a bêtement brusqué José et lui a inoculé le mal terrible de la frustration (lui qui apparemment adore « verbaliser » en long et en large). Jusqu'ici, nous sommes d'accord : ce qui s'est produit à l'échelle réduite de l'ASTI est à mettre dans le même sac que cette factice possibilité offerte par les gens d'en-haut aux immigrés, possibilité de digérer en une semaine (un peu de musique/air du pays aidant) toute la merde qu'on leur a servie durant une année moins sept jours.

Cependant, mes chevaux se cabrent à la vue du Spectre Généralisé. Refus d'avancer. Mon café passe du sucré au vinaigre. Quoi ! D'un trait de plume (adroit, il est vrai), le camarade José, trop grisé sans doute par l'illimitée séduction des mots, envoie balader, voire se faire hara-kiri tous ceux qui luttent aux côtés des Immigré(e)s ! Qu'une Asti empêche « le débat de se faire, de manière fasciste » et voilà ! Toutes les Asti (qualifiées auparavant et avec mépris de « nids de fraternité ») sont fascistes. Certes, José se garde bien de le dire si nettement, il est trop subtil.

Donc, ces mêmes défenseurs de la veuve et de l'orphelin, obéissant à je ne sais quel calcul machiavélique, ne sont en réalité que des « souteneurs » ; ils utilisent les Immigré(e)s à SEULE FIN de satisfaite leur gloutonnerie verbale ! Que d'enfantillages gratuits !

Moi qui suis immigré au même titre que les immigrés-épuisés dont se servent les militants d'Asti, je m'inscris en faux contre une telle absurdité. Seule concession à notre ami : des salauds, des affreux, des cons, etc., il y en a partout, parmi les défenseurs et les exploiteurs, du côté gauche de la palissade comme du côté droit... Bien entendu, nous autres enfants du Savoir, savons que le travailleur social est « bourré de complexes », qu'il ne « cesse de faire de la projection », qu'il essaie de régler ses propres problèmes en se dépensant pour les autres ou en donnant l'air de... et tout et tout. Belle lurette que Sainte Psychologie a tiré le rideau, côté jardin et côté cour. Seulement le fait est que de telles affirmations perdent énormément de leur valeur spéculative quand on les confronte à la réalité quotidienne (chose que semble ignorer José). Ceux qui se crèvent pour corriger un tant soit peu et au jour le jour, je ne dirai pas la condition de l'immigreé (de toute façon, nous savons qu'il est dans la merde quoi qu'on fasse), mais au moins un des nombreux aspects de cette condition, ceux-là José leur dit : A la trappe, couillons ! Il ne sait pas (exemple concret parmi des centaines) qu'à Chambéry, il a fallu des années de lutte pour reloger des familles qui croupissaient dans une cité de transit depuis 1962, une cité malade de pisse et de cafards, de froid et de solitude.

Qu'ils soient Français ou immigrés, pour moi, la question ne se pose pas. Ce qui est certain, c'est qu'ils EXISTENT et qu'une bordée d'encre IMBECILE (parce que jetée à la légère) ne saurait les ANNULER du jour au lendemain.

Abdelkader ZIBOUCHE

«SANS FRONTIERE» en PROCES

Vendredi 18 Janvier 13h 30 — 17 eme chambre correctionnelle

Sans-Frontière n'était pas encore en vente dans les kiosques. Sans-Frontière n'était pas encore véritablement né. Mais, déjà, le député de la Goutte d'Or, nous avait à l'œil. Fin septembre, Jean Pierre Pierre-Bloch nous assignait en justice.

«Pour : attendu que dans son numéro 4 en date du 26 juin 1979, « Sans Frontière » publication s'intitulant « pour un hebdomadaire de l'immigration », a fait paraître en quatrième colonne de sa page 8 un article non signé ayant pour titre : « Pur un Paris propre ». 42. Darquier de Pellepoix, assainit le Marais, 80. Pierre Bloch assainira-t-il Barbès ?

Que ce titre en lui-même constitue à l'égard du requérant une imputation diffamatoire ...

Que cette scandaleuse assimilation constitue une atteinte intolérable à l'honneur et à la considération du requérant, atteinte d'autant plus grave, qu'injustifiée et purement gratuite....

S'entendre Monsieur Khali Hamoud condamné à payer à monsieur Pierre Bloch la somme de 50 000F à titre de dommages-intérête pour les causes susénoncées. »

Sous le titre, nous prenions la défense des travailleurs immigrés sans-papiers que le ministre de l'Intérieur veut faire expulser répondant ainsi aux désirs de JP Pierre Bloch et nous reproduisons intégralement l'intervention du tribun du 18ème à l'Assemblée.

Pourquoi ?

Jean-Pierre Pierre-Bloch a fait quadriller la Goutte d'Or par les CRS et les policiers. Il a fait campagne dans la presse parisienne pour restructurer le quartier. « Je casserai la Goutte d'Or » (Le Petit Matin). « Dans 5 ans on vivra à la Goutte d'Or comme dans le Marais » (France-Soir 26/7 78).

Élu du quartier de Paris où la population étrangère est la plus importante, fils de déportés, victimes des crimes nazis, Jean Pierre Pierre Bloch se devait doublement d'intervenir dans le débat sur le projet de loi Bonnet, à l'Assemblée Nationale.

Or, s'il est monté à la tribune de l'Assemblée ce ne fut ni pour s'élever contre la détention arbitraire et les internements administratifs prévus par le projet et annulés cette semaine par le Conseil Constitutionnel, ni pour se joindre aux associations de soutien aux travailleurs immigrés qui réclamaient un grand débat sur la politique de l'immigration du gouvernement actuel. Jean Pierre Pierre Bloch intervenait exclusivement pour appuyer inconditionnellement le gouvernement, et le dédouanner de ses arrières-pensées racistes. Collaborateur de Stoléru, J. P Pierre Bloch brossa un tableau des conditions d'existence des immigrés, proprement scandaleux, parce que primaire. Selon lui, l'immigré est la victime de l'immigré, l'exploitation des sans-papiers est organisée par des immigrés eux-mêmes sans-papiers. Il lui faut, donc, une loi qui autorise l'expulsion séance tenante. JP Pierre Bloch en oublie l'existence de la justice. Si le délit il y a, la France n'est pas démunie pour réprimer les délinquants, qu'ils soient français ou étrangers, en situation régulière ou sans-papiers.

Comment la masse des français qui subit elle aussi la récession économique interprêterait, déformerait, ces appels à l'expulsion des immigrés en situation irrégulière ?

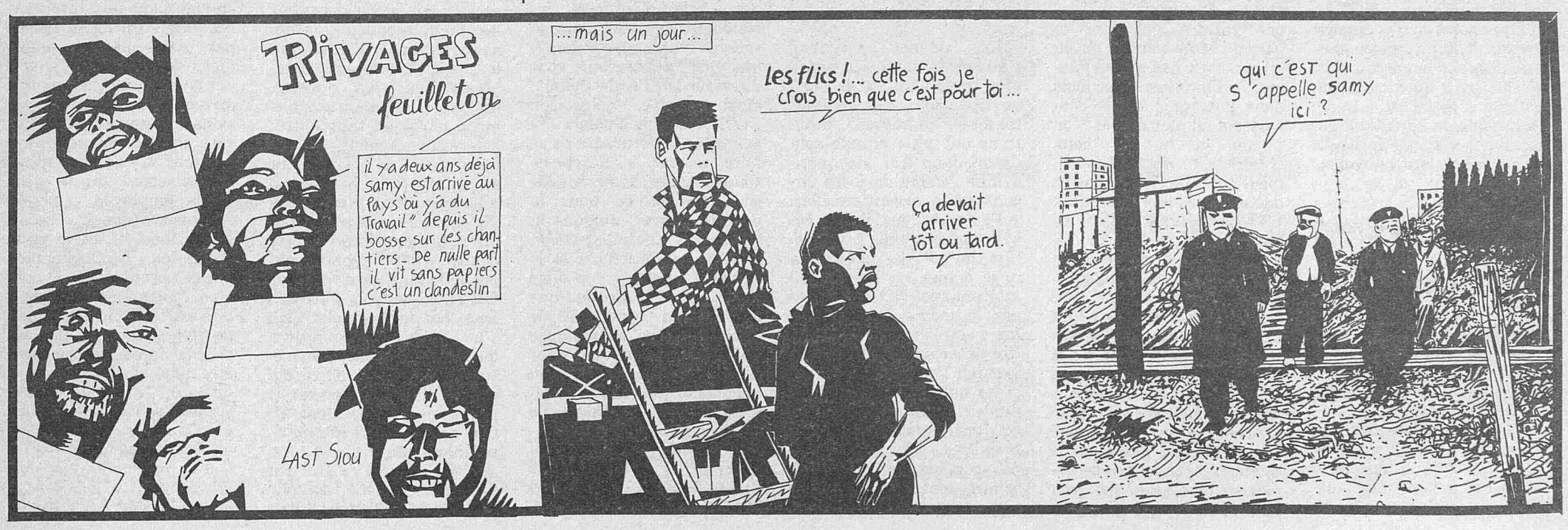
Cet homme politique préconise une politique dangereuse. Qui contribue, grâvement, à désigner les étrangers comme responsables des difficultés de la nation. C'est à la fois la politique du bouc émissaire et celle de l'autruche. D'autres l'ont brillamment exposé.

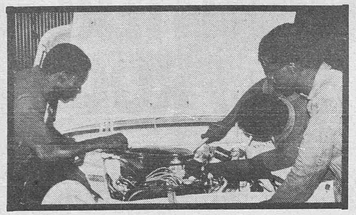
Pour un journal d'immigrés qui partage les inquiétudes et les espoirs des diverses communautés implantés en France, c'est un devoir d'interpeler les responsables d'actions politiques qui accroissent le sentiment d'insécurité chez les immigrés. La liste des crimes racistes s'allonge de semaine en semaine. L'horreur de l'holocauste du peuple juif et des minorités tsiganes ne doit plus jamais se reproduire. C'est ce qu'exprime notre titre. Nous préférons prévenir que guérir.

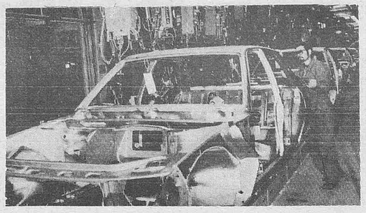
Provoqué par Sans-Frontière, Jean-Pierre Pierre-Bloch se garde bien de faire valoir son droit de réponse. Usage qu'il réserve au « Monde ». Au journal des immigrés il réclame 50 000F pour un honneur diffamé. Un prix qui met en péril une entreprise qui ne rassemble que des bénévoles.

A la polémique que nous souhaitions, JP P-B se dérobe. Non que le courage lui fasse défaut, mais parce que nous répondre c'était déjà accepter quelque chose de nous ; nous encourager dans notre démarche de libérer la parole immigrée. En somme, d'une certaine façon, prendre parti pour le droit à l'expression des immigrés. Or, cela, politiquement, JPPB ne le veut pas.

Aussi sommes-nous cités en justice pour nous faire taire. Voilà l'inadmissible de ce procès. Les premiers numéros de Sans Frontière ont-ils dérangé à ce point et notre volonté d'exercer le droit de polémique accordé à la presse libre sert de prétexte à des poursuites, dont le but inavoué serait notre disparition si leur bien fondé était retenu par les magistrats.







Travail précaire pour tous

La automobiles Peugeot du pays de Montbéliard, c'est le plus grand établissement industriel de France avec 50 000 emplois dans un district urbain de 140 000 habitants. Six mille cinq cent immigrés à 90% O.S. sur la chaîne, c'est-à-dire 18% de l'ensemble du personnel, y travaillent avec des statuts très diversifiés pour des salaires inférieurs à Renault : 2000 intérimaires de la société NOTA, boîte d'intérim créée de toute pièce par Peugeot en 69; les travailleurs précaires de 350 boîtes de sous-traitance de la région dont il arrive que le patron soit un étranger comme ce proprio algérien d'un bistrot avec vingt chambres à Hérimoncourt, en plein secteur Peugeot, qui emploie, loge et nourrit chez lui quarante ouvriers fabriquant des boulons et des rondelles pour la « peug » et Japy; les ouvriers garantis « Peugeot » aux salaires personnalisés - dont les jeunes immigrés qui accèdent parfois aux postes qualifiés.

La direction de Sochaux se targue d'une politique de gestion du marché du travail à la mesure de sa « responsabilité envers la région » : elle est une des premières entreprises à mettre en pratique les restructurations successives de la main-d'œuvre prônées par l'Etat pour « l'institutionnalisation du travail précaire » (l'Est Républicain).

En effet, à peine adoptée la loi du 3 janvier 1979 réglementant les contrats à durée déterminée, la direction de la société automobile généralise l'embauche sous ce type de contrat pour tout son personnel ouvrier, alors qu'il était jusque là réservé aux immigrés arrivés par contingents d'un même pays.

Peugeot affirme clairement sa volonté d'anticiper sur tout conflit social par ce qu'elle appelle « *l'amélioration de la structure de l'emploi* » combinée avec des transferts techniques, quitte à investir sans profits économiques immédiats. Déjà en 68, la modernisation des forges avait permis la liquidation des forgerons sochaliens qui avaient obtenu des avantages sociaux du fait de leur savoir-faire professionnel dont personne d'autre ne bénéficait dans l'usine, et c'est des OS qui les ont remplacé sur les fours (électriques) tranférés à Mulhouse. Aujourd'hui la direction veut éclater l'usine de Sochaux sur le territoire par le transfert de plusieurs ateliers dans diverses localités du pays de Montbéliard et même dans d'autres régions. En même temps, elle développe les services de pointe et l'automation en grand. D'un côté elle licencie et envisage la fermeture d'ateliers ou d'usines, d'un autre elle embauche : 400 emplois en électro-mécanique, 600 au département des études d'industrialisation et des essais, 1300 à la direction des méthodes et de l'équipement... Malgré leur apparente technicité ces emplois sont des plus précaires. Précarité que Peugeot semble vouloir étendre à tous les secteurs de l'usine, pour des raisons parfois plus politiques qu'économiques : comment expliquer autrement le recours à du matériel japonais plus cher que celui fabriqué auparavant sur place pour le secteur outillage ? L'Etat a d'ailleurs récompensé la création de 5000 emplois à durée déterminée par une aide financière importante, en plus de l'exonérationdes charges sociales et autres subventions étatiques encourageant la diffusion du travail précaire dans les grandes entreprises. Autre exemple de la capacité d'anticipation sur les luttes de Peugeot : elle a fait installer un groupe électrogène susceptible d'alimenter ses usines indépendamment d'EDF pour parer à toute grève de ce secteur public et ne plus voir sa production menacée par une quelconque consigne syndicale comme lors des différentes coupures de courant ces dernières années.

Si la Peug a une sacrée expérience en matière de mobilité sociale et de rotation de la main-d'œuvre, elle a aussi acquis la maîtrise du contrôle social de ses ouvriers hors de l'usine par l'entremise d'une multitude d'organismes sociaux. Organismes de toute nature (Peugeot se distingue entre autres pour la promotion d'équipes de foot de l'atelier au F.C. Sochaux évoluant parmi les meilleurs en cham-

pionnant de première division - et pour l'organisation de voyages touristiques dans les pays des immigrés ...) où ses cadres sont présents en force pour maintenir dans la ville l'esprit de participation qu règne à l'usine.

Le district de Montbeliard vient lui d'élargir ses compétences à l'action en faveur des immigrés en prévision de l'augmentation de la population immigrée à 42 5000, dont 20 000 moins de 20 ans en 85, contre 29 000 actuellement. Il s'agit des familles immigrées (8000 en 85) et non plus de la figure traditionnelle de l'immigré célibataire de « Passage

: si celui-ci représentait 70% de la population immigré dans la région il y a dix ans, il chute à moins de 30% en ce début 80 et ne représentera pas 15% en 85. D'où l'inquiétude pour les quelques 2000 intérimaires NOTA mis à la porte la fin de l'année ...

PEUGEOT

« L'escalier du paradis » nous mène directement des usines de Sochaux aux baraquements en bois éparpillés sur la butte de Fort-Lachaux qui servent de foyer aux ouvriers venus des quatre coins de la France et du monde, pour travailler sur les prometteuses chaînes automobiles de chez Peugeot. Loué par la société intérimaire NOTA, ce foyer héberge d'ordinaire environ 2000 personnes, des O.S. envoyés là après avoir couché pour une nuit ou deux à l'Hôtel n° 1, le temps que la direction du personnel vérifie l'aptitude à l'emploi de ses nouvelles recrues.

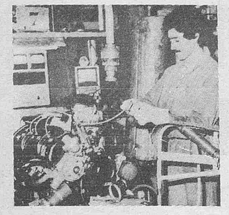
Ou sont passés les intérimaires nota?

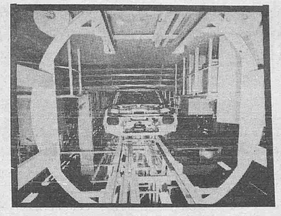
Mais en cette fin de décembre 1979, il ne reste plus que 150 intérimaires résidents à Fort- Lachaux, les baraquements sont déserts, volets clos et le café Chicago, haut lieu de l'arrogance de la maîtrise (elle y encadrait les résidents avec des chiens bergers et des fusils), a fermé ses portes. Personne ne s'est préoccupé de ces ouvriers qui, sur une soudaine décision de la direction se sont retrouvés à la rue du jour au lendemain sans aucun préavis et sont obligés de dormir qui dans uen voiture, qui dans la gare de Montbéliard, ou au mieux chez des amis. Paumés, célibataires sans liens dans unerégion qu'ils connaissent au plus depuis 3 ou 4 ans et où les lieux d'habitation sont extrêmement éparpillés, ils traînent dans les troquets, attendant 1 hypothétique offre de réembauche en janvier, rêvassent plus ou moins à un retour au pays dernier espoir de réconciliation avec leur dignité d'homme ayant dépassé la trentaine. Pourquoi donc s'émouvor de la condition de ces immigrés en majorité algériens, mieux payés que les « peugeot », (les ouvriers garantis de l'usine) parce qu'ils touchent une prime de déplacement de 25F par jour et d'autres gratifications pour leur mobilité « tout poste » sur la chaîne ? C'est du moins ce que l'on entend du côté des ouvriers professionnels des départements mécaniques de Sochaux, des régleurs et de la maîtrise, ainsi que de la direction du personnel dont un membre affirme avoir lui-même couché dehors dans sa jeunesse, qu'il n'y a donc pas de quoi mourir.

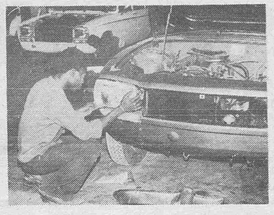
Les jeunes ouvriers, Français et enfants d'immigrés travaillant sur la chaîne côte-à-côte avec les intérimaires immigrés, montrent une plus grande solidarité dans leur vie quotidienne comme dans les circonstances exceptionnelles. A l'usine de Bart, ils ont été à l'origine d'une protestation syndicale contre la mise à pied en bloc de 73 intérimaires NOTA, vidés par la même occasion du foyer du Vieux Moulin à Vougeaucourt où ils ont été logé par Peugeot-NOTA. Et si les ouvriers résidents ne rendent pas la clé et les couvertures de leur chambre, ils ne pourront même pas toucher leur solde de salaire; mesure de chantage qui a sans doute pour effet de dissuader *tout mouvement de résistance à partir du foyer.*

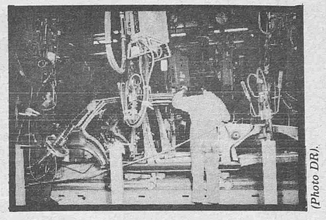
Qu'à cela ne tienne, foyer et usine deviennent tous deux des lieux de mobilisation : tandis que des travailleurs Peugeot de Bart ont participés à une délégation interne à l'usine malgré les tentatives d'intimidation des chefs d'équipes, les résidents reçoivent dans la salle de réunion du foyer, le maire de Voujeaucourt et le directeur NOTA de Belfort, ainsi qu'une délégation CGT-CFDT de l'usine. On leur donne l'assurance de se faire reloger à Fesche-le-Chatel après avoir touché leur paie et ce pour la période d'hiver, puisque la loi interdit toute expulsion entre le 1er décembre et le 15 mars, sauf s'il y a offre de relogement. Notons que la direction a proposé de reloger d'office les quelques intérimaires syndiqués pour désamorcer toute action syndicale, jouant implicitement sur le sentiment de revanche des syndicats contre ces immigrés qui refusent de se syndiquer (et *« prétendent ne pas savoir lire et écrire le français, alors qu'ils manient fort bien les journaux pour les pronostics de tiercé »* nous dit un immigré syndiqué).

Mais NOTA semble faire peu de cas de ses propres promesses et les résidents s'attendent au pire d'un moment à l'autre. Certains d'entre eux ont pourtant décidés de rester au foyer coûte que coûte; il n'y a plus que vingt résidents sur les 180 qu'accueillait encore en septembre le Vieux Moulin, répartis dans eds chambres à 2 ou 3 lits. Sinistre, ce foyer l'est indiscutablement plus que tout autre: les résidents sont obligés detraverser la cour pour aller préparer à boufffer au réfectoire, tout y est interdit dans les chambres par un réglement intérieur (sa devise « Etre propre, respecter le réglement » !), que fait appliquer à la lettre un harki haï par les mecs. Seul « avantage » : il se situe à quelques centaines de mètres de l'usine Bart, ce qui permet d'économiser sur la prime de déplacement de 25F par jour des intérimaires, alors que Peugeot récupère en général ce fric par l'intermédiaire de sa compagnie de 300 bus ultra-fliqués quadrillant tout le pays de Montbéliard. Avec le relogement d'autres ouvriers trimant à des kilomètres de là, Peugeot se rattrapera, c'est prévu. Mis à part les réactions au renvoi de ce paquet de 73 vidés en bloc à Bart, il n'y a guère eu d'échos, à la mise à la porte de près de 2000 NOTA depuis septembre : en signifiant aux intérimaires leur « fin de mission » par petits paquets quotidiens de 10 ou 20, Peugeot par NOTA interposé a pu en arriver à de telles proportions incognito. Les syndicats parlent au conditionnel, tout en précisant en pas être d'accord sur la « méthode employée pour les renvoyer » (donc : d'accord sur le fond !!), et la revue autonome « La Cochenille » fait des probabilités (« combien ? personne ne peut le dire exactement. On a parlé de 700 ce mois-ci, de 1200 d'ici la fin de l'année, peut-être plus ») tandis que la direction affirme que la suppression de ce personne « est une *orientation* » et, *« étant donné la conjoncture il est probable que nous allons encore baisser (le nombre d'ouvriers à Bart ».*









(Photo DR).

au pays de Montbéliard (Sochaux)

Les intérimaires face aux autres précaires

L'embauche étant officiellement fermée jusqu'au mois de mars, on peut se demander pourquoi Peugeot liquide sa main-d'œuvre intérimaire alors qu'elle vient d'instaurer les contrats à durée déterminée et de prendre une série ed mesures qui déstabilisent les ouvriers garantis : 2052 licenciements durant l'été, mutations multiples correspondant à des transferts techniques (automation, fermeture du ralentissement de certaines installations, déménagement d'ateliers ...), chômage technique pour la Toussaint et les fêtes de fin d'année (11 jours), et une relative baisse de la production.

Dans l'usine...

Cette attaque contre les ouvriers garantis semble marginaliser le problème des intérimaires NOTA qui expriment une certaine impuissance tant par rapport à l'absence de perspectives pour eux dans l'usine que par rapport à leur isolement sur le territoire où les familles immigrées s'installent en force. Quelle lutte mener, où, et avec qui?

Sur la chaîne, ils croisent les « Peugeot », déjà préoccupés par ce qui leur tombe sur la gueule mais le plus souvent prêt à jouer le jeu de la participation : avec les *« suggestions »*, la direction incite les ouvriers à perfectionner leur outil de travail en échange de primes diverses. Et ça marche: ouvriers et maîtrise ont ainsi conceptualisé tout un atelier où ils travaillent ensemble avec un système de complémentarité des tâches) ... causant la suppression de deux postes ! Les jeunes ouvriers français ou immigrés bossant dans le cadre d'un contrat emploi-formation d'un an à un poste « qualifié » comme le service électrique élargi avec l'installation de chaînes de soudage robotisées et de machines à souder à points multiples directement desservies par ordinateur, se retrouvent à la porte à la fin de leur contrat, et ce malgré tous leurs diplômes.

Et sur le territoire

Au foyer, les NOTA ne sont pas mieux lotis : ils s'y retrouvent de moins en moins nombreux et n'animent plus ce lieu de recomposition de l'unité ouvrière qui leur avait permis de propulser une grève d'usine, en septembre 1977, avec des revendications *pour un revenu minimum garanti pendant le mois d'août* (non-indemnisé pour les intérimaires) et une augementation uniforme des salaires pour tous, *à partir de simples revendications d'amélioration des conditions de vie au foyer.*

Les NOTA ne touchent plus les derniers contingents d'immigrés sous contrat. Ces derniers vivent de manière complètement hermétique par nationalité : les Yougoslaves et les Turcs ont leurs propres foyers, leur bus de ramassage et leur équipe de foot, et les Turcs sont encadrés par l'extrême-droite venue d'Allemagne. Enfin, les familles immigrées sont sollicitées et aidées par l'Etat et les autorités locales qui veulent mieux les insérer dans la vie locale; il ne faut pas oublier que leurs enfants représentent parfois jusqu'à 70% de la population scolaire dans certains coins de la région. Mieux intégrés, les enfants d'immigrés ne souffrent guère du racisme par rapport aux immigrés célibataires.

Le recrutement des nota

Tant que les NOTA avaient de l'importance parmi le personnel Peugeot, (parce qu'ils étaient *embauchés massivement depuis 1969* pour casser les mouvements de luttes dans l'usine), ils prenaient l'initiative, comme par exemple, l'unification des contingents successifs de différentes nationalités qui sont arrivés, directement de leur pays à Fort-Lachaux et dans les autres foyers jusqu'en 1974 (1200 Marocains en 1969, puis 800 Portugais, 1500 Yougoslaves, 3000 Turcs. En 1974, les Italiens cassent la baraque, refusant les conditions d'embauche et de bouffe et se font rembourser le voyage retour : un antécédent, les Bretons avaient refusé de la même façon en 1969. Après quoi, le recrutement a essentiellement eu lieu en territoire français auprès des travailleurs immigrés - surtout Allgériens - *avec l'aide des consulats qui affichent les offres d'embauche NOTA* et de certains bistrots qui servent d'annexe : comme ce café de Creil (dans l'Oise) qui s'est vu dresser un procès-verbal par l'inspection du travail. Mais, progressivement, la direction a perfectionné sa politique de division de la population ouvrière, introduisant sur scène *le salaire personnalisé des « Peugeot »*, avec une ribambelle de notes et d'appréciations du chef sur votre adaptabilité, votre disponibilité et votre initiative (voir l'encadré) qui permet une différence de 500F par mois de salaire entre deux ouvriers de même qualification et au même poste. Ceux qui ne tiennent pas le coup (la moyenne de fidélité au poste ne dépasse pasles dix ans) sont désormais remplacés par des ouvriers sous contrat à durée déterminée. La rotation de la main-d'œuvre est telle que, tout en baissant légèrement ses effectifs, Peugeot arrive à embaucher 250 à 300 personnes par mois, 7000 en tout pour l'année 78 (selon M. Froncard, directeur de l'information, en septembre 79). *Dans le cadre de cette rotation, les intérimaires NOTA vont-ils etre remplacés par les nouveaux travailleurs précaires ?.*

Une révolte diffuse dans et hors l'usine

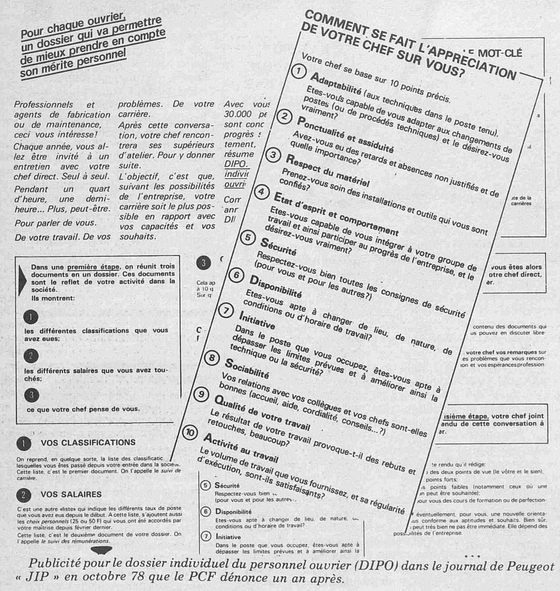
Certains d'entre eux n'ont pas voulu attendre. Ils ont pris la direction de leur pays d'origine avec... une ou deux Peugeot bâchée qu'ils espèrent bien revendre là-bas cinq ou six fois plus cher qu'ici ! Mais d'autres ont rejoint ce petit univers d'actes d'insubordination qui a vu le jour à travers les différentes composantes du personnel des chaînes et qui cristallise la subjectivité ouvrière par exemple, plus d'un résident s'est cassé du foyer pour habiter de manière plus autonome vis-à-vis de Peugeot soit dans un autre foyer (Amat, Sonacotra), moins inféodé au pouvoir absolu dela boîte, soit dans un logement personnel en ville. Ou encore, le refus d'emprunter les transports Peugeot, plutôt aller en vélo ou en voiture - mais pas une marque Peugeot - (« on en fabrique tous les jours on sait quelle merde c'est! ») - et se saoûler la gueule dès 5 heures du matin sur la chaîne alors que c'est interdit. Il y a aussi le regroupement autout d'une activité culturelle autonome, en particulier avec la musique et le théâtre arabe, en réaction à la politique culturelle démagogique de Peugeot.

En raison de cette résistance quotidienne, les clashs entre ouvriers et maîtrise sont assez fréquents : tel petit chef a reçu une claque dans la gueule par une jeune fille immigrée, tel autre suce le pissenlit par les racines depuis qu'un ouvrier lui ai tiré dessus à coups de carabine.. Ce type de baston reste néanmoins très individualisé et la direction n'a aucun mal à se débarrasser de ses auteurs : elle licencie.

Une petite zone naissante de rejetons de l'usine qui maintiennent leur pression contre elle de l'extérieur se constitue ainsi dans les café et les lieux publics : c'est d'elle que James Schenkel, ouvrier libertaire licencié pour avoir soi-disant menacé de mort un petit chef, a pu tirer une nouvelle force militante qui fait avec lui, le procès de la hiérarchie Peugeot et crée un précédent avec l'apparition politique de groupes autonomes des partis et syndicats à la porte des usines. La révolte des jeunes ouvriers comme Ben Kaltoum accusé de faute grave pour absorption d'alcool - il s'agissait semble-t-il d'un jus de raisin !) ouvre de *nouvelles perspectives de lutte ayant pour lieu de regroupement et d'organisation la ville et, pour cible, la gestion par Peugeot de toute la région, usine comprise.*

MOGNISS

LES CARRIÈRES OUVRIÈRES DEVIENNENT RÉALITÉ



Publicité pour le dossier individuel du personnel ouvrier (DIPO) dans le journal de Peugeot « JIP » en octobre 78 que le PCF dénonce un an après.

LES PRISONNIERS POLITIQUES AU CAMEROUN

Depuis 1971, le Cameroun n'avait plus guère fait parler de lui. Le 16 janvier 1971 était exécuté sur la place publique (marché de Bafoussam) Ernest Ouandié, un des derniers leaders historiques de l'Union des Populations Camerounaises (l'UPC) (1), chef de l'opposition clandestine. Pendant ce temps là en France, les «militants » se mobilisaient pour le procès de Burgos et de Léningrad. Le procès de Yaoundé, malgré les cris de l'opposition camerounaise, passa presqu'inaperçu. La même année, la Chine Populaire reconnaissait le gouvernement d'Ahidjo et Pompidou, alors président, visitait officiellement le Cameroun ... Octobre 1979. Un journaliste de « Libération » en reportage au Tchad révèle à la presse française le massacre de 400 villageois au Nord Cameroun. Ce massacre passe quasi inaperçu. Il est vrai que les Camerounais sont habitués à se faire massacrer, emprisonner, torturer, sans que l'opinion publique mondiale s'en émeuve. Il suffit de rappeler les 5000 morts de mai 1955 à Douala, le wagon plombé Yaoundé-Douala de 1962, sans oublier les massacres des populations entières en région Bassa, Bamiléké ... La liste serait longue. Le tort des Camerounais c'est d'avoir depuis 1948, osé relever la tête, réclamer l'indépendance, enclancher une lutte armée depuis 1958. Pour avoir osé lutter les armes à la main pour leur indépendance, le peuple Camerounais va se voir gratifié le 1er janvier 1960, d'une indépendance camp de concentration!.

LA STABILITE A QUEL PRIX!

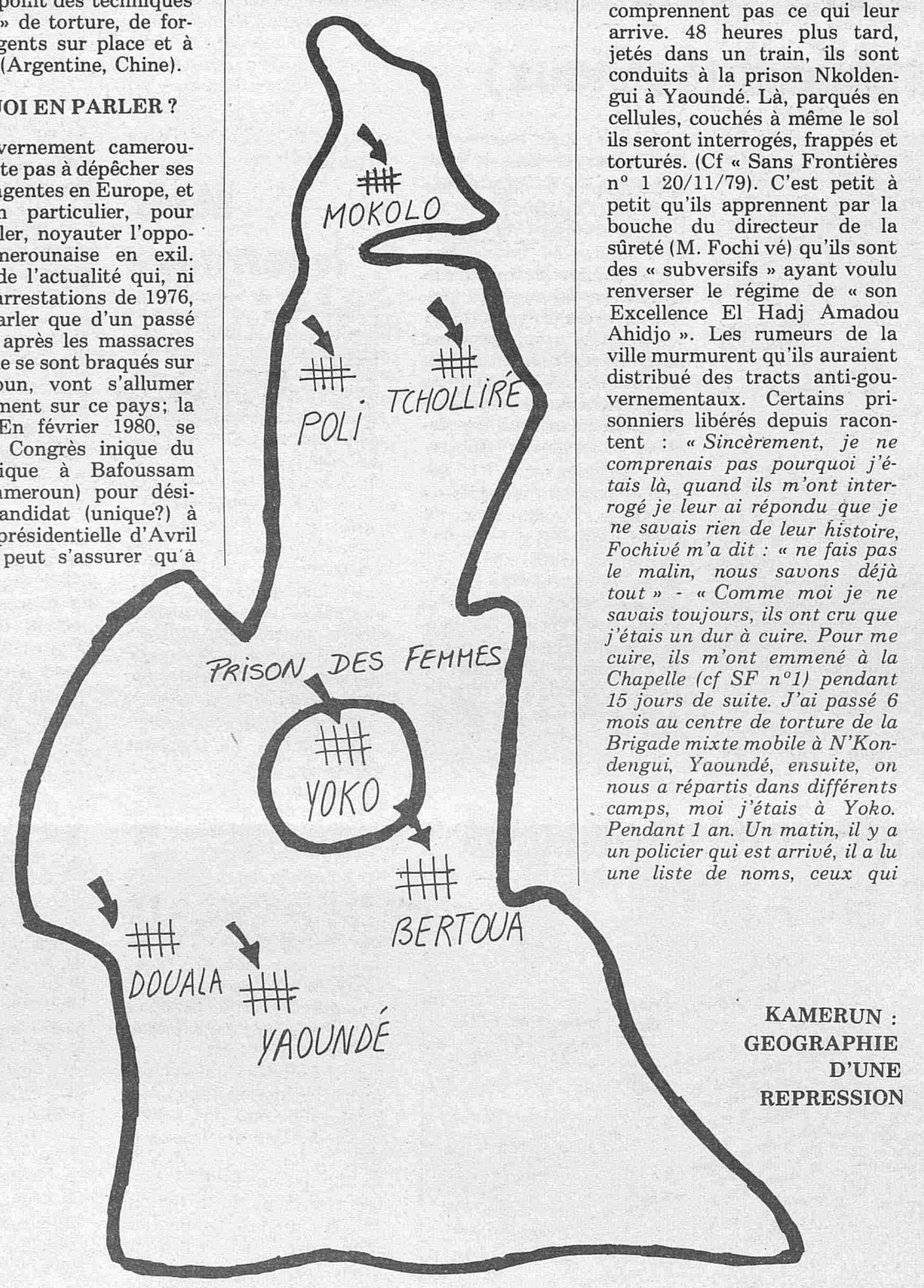
Depuis 1958, date du 1er gouvernement « camerounais », les autorités françaises d'alors mettent sur toutes les places stratégiques (pouvoir d'état, pouvoir économique) leurs pions. Ainsi Amadou Ahidjo, alors 1er ministre devient au moment de l'indépendance Président de la République, et il l'est toujours. Les commentateurs « éclairés » de l'Afrique Centrale, parlent de « stabilité » de « record de longévité » etc ... Son « Excellence » El Hadj Amadou Ahidjo fait même parti du « Comité des Sages » de l'OUA. Quelle sagesse ! Le prix de la stabilité se paye cher pour le peuple camerounais. C'est par centaines de milliers que se chiffrent les victimes du fascisme camerounais. Dès 1960 sous prétexte de « guerre civile » une législation d'exception est mise en place : Etat d'urgence décrété, levé soit disant en 1976, obligation d'avoir un laisser passer pour aller d'une région à l'autre du Cameroun. La détention préventive illimitée est promue au rang de loi dans les 20 camps de concentration connus. En 22 ans de pouvoir le gouvernement d'Ahidjo a créé une école de police, de gendarmerie, d'officiers, une police parallèle (Dirdoc-Direction de la Documentation). Il á quadrillé la population et mis sur pied une structure de Parti Unique (UNC, Union nationale Camerounaise). En 22 ans le pouvoir Camerounais a eu le temps de roder sa machine répressive, de mettre au point des techniques « subtiles » de torture, de former ses agents sur place et à l'étranger (Argentine, Chine).

POURQUOI EN PARLER ?

Le gouvernement camerounais n'hésite pas à dépêcher ses agents et agentes en Europe, et France en particulier, pour chasser, filer, noyauter l'opposition camerounaise en exil. Les feux de l'actualité qui, ni après les arrestations de 1976, pour ne parler que d'un passé récent, ni après les massacres de Dollé, ne se sont braqués sur le Cameroun, vont s'allumer prochainement sur ce pays; la raison ? En février 1980, se tiendra le Congrès inique du Parti Unique à Bafoussam (Ouest Cameroun) pour désigner le candidat (unique?) à l'élection présidentielle d'Avril 1980. On peut s'assurer qu'à l'instar du Gabon, le candidat unique de l'élection sera élu avec 108% des voix ... A moins que comme des rumeurs persistantes le disent, le président El Hadj Amadou Ahidjo ne désigne un dauphin pour se présenter à sa place. A moins que comme certaines sources le confirment, certaines fractions de la bourgeoisie camerounaise, (armée, gros commerçants, démocrates anglophones, certains dignitaires de l'UNC) n'arrivent à imposer des élections démocratiques à la Sénégalaise ou à la Marocaine ... L'autre drame du Cameroun, son sous-sol regorge de richesses : pétrole (baie de Victoria, et baie de Kribi aussi importante que la nappe de Port Gentil au Gabon - pays membre de l'OPEP), diamant, or, uranium, bauxite (la plus importante réserve à ciel ouvert de toute l'Afrique), pour ne citer que les principales.

A.A

(1) Mouvement révolutionnaire camerounais créé en 1948.



KAMERUN : GEOGRAPHIE D'UNE REPRESSION

CEUX DE 1976

Du 1er au 5 juillet 1976, un millier de personnes sont arrêtées dans les deux principales villes du Cameroun : Douala et Yaoundé. La plupart des arrestations se passent à Douala. Ces personnes sont des hommes principalement, jeunes, des lycéens, des employés, des ouvriers, quelques cadres, des étudiants, parmi eux, il y a une dizaine de femmes. Aussitôt arrêtés, ils sont entraînés au camp de la gendarmerie de Mbopi à Douala. Certains passeront une nuit dans les locaux de la police judiciaire où ils seront battus. La plupart ne comprennent pas ce qui leur arrive. 48 heures plus tard, jetés dans un train, ils sont conduits à la prison Nkoldengui à Yaoundé. Là, parqués en cellules, couchés à même le sol ils seront interrogés, frappés et torturés. (Cf « Sans Frontières n° 1 20/11/79). C'est petit à petit qu'ils apprennent par la bouche du directeur de la sûreté (M. Fochivé) qu'ils sont des « subversifs » ayant voulu renverser le régime de « son Excellence El Hadj Amadou Ahidjo ». Les rumeurs de la ville murmurent qu'ils auraient distribué des tracts anti-gouvernementaux. Certains prisonniers libérés depuis racontent : *« Sincèrement, je ne comprenais pas pourquoi j'étais là, quand ils m'ont interrogé je leur ai répondu que je ne savais rien de leur histoire, Fochivé m'a dit : « ne fais pas le malin, nous savons déjà tout » - « Comme moi je ne savais toujours, ils ont cru que j'étais un dur à cuire. Pour me cuire, ils m'ont emmené à la Chapelle (cf SF n°1) pendant 15 jours de suite. J'ai passé 6 mois au centre de torture de la Brigade mixte mobile à N'Kondengui, Yaoundé, ensuite, on nous a répartis dans différents camps, moi j'étais à Yoko. Pendant 1 an. Un matin, il y a un policier qui est arrivé, il a lu une liste de noms, ceux qui étaient appelés ont été priés de ramasser leurs affaires. on nous a mis dans un camion et nous sommes partis. Nous nous regardions tous, sans comprendre, nous ne savions pas où on nous emmenait. Arrivés à Yaoundé, on nous a annoncé qu'on était libérés ... Tout se passe ainsi au Cameroun, un matin on vient vous chercher, vous passez un an, deux ans, dix ans, vingt ans, dans un camp où on vous torture, parfois vous en mourrez, vous ne savez pas pourquoi et un matin, pour ceux qui ont de la chance, on vous libère.. ».*

Le témoignage de ce prisonnier camerounais est suffisant en lui-même. En matière de répression au Cameroun, c'est le règne de l'arbitraire le plus total. On arrête une personne tout simplement parce qu'elle est l'amie, le frère, la sœur, l'épouse, le cousin, d'un tel qui a été jugé « subversif » par les services de la sûreté nationale. Point n'est besoin de preuve. Les personnes actuellement « internées administrativement » au Cameroun (car dans le jargon gouvernemental, le le terme des prisonniers politiques n'existe pas) le sont en vertu d'un décret présidentiel renouvelable tous les six mois. Jusqu'à ce jour elles n'ont pas été inculpées il est même impossible que les familles des emprisonnés désignent un avocat, les droits de visite sont distribués au compte goutte. Les emprisonnés n'ont que rarement le droit d'écrire ou de recevoir des colis. Ils sont donc ocmplètement coupés avec l'extérieur. La mère d'un prisonnier raconte : *« En trois ans et demi, j'ai vu mon fils trois fois, et chaque fois je ne l'ai pas reconnu; pour obtenir l'autorisation d'aller voir, j'ai traîné trois semaines à Yaoundé de bureau en bureau »*. Et ce n'est pas tout d'obtenir une autorisation, il faut encore avoir les moyens matériels de pouvoir entreprendre le voyage jusqu'au camp où un membre de sa famille est détenu. La majorité des familles habitent à 500 voir 800 kms des lieux de détention. Un certain nombre de prisonniers ont été libérés depuis 1977, certains ont retrouvé un travail, ou le lycée, mais beaucoup sont restés sans travail; quelque soit leur situation aujourd'hui, beaucoup demeurent suspects. Mais malgré toutes les précautions prises par les autorités camerounaises pour torturer sans laisser de traces, certains prisonniers libérés portent comme des stigmates dans leur chair, la marque des tortionnaires camerounais. Tel est le cas 'une jeune femme de 35 ans, Rithé Ndongo Ngallé, sortie à la hâte de prison en juillet 1978. Pendant 1 an, elle lutta contre la mort dans un hôpital de Yaoundé, gardée par les policiers de la Sûreté Nationale, interdite de visite. Aujourd'hui, Rithé est paralysée (hémiplégie gauche) ... Voilà comment on sort des camps camerounais.

A.A

BREVES

Des hommes et des femmes dangereux.

Depuis 6 mois, les spécialistes français de la Brigade anti-gang, forment leurs homologues camerounais à la lutte anti-terroriste à l'école de Police de Yaoundé. Dans cette même école, le gouvernement camerounais a créé une section féminine « d'agentes secrètes » à Tchinga, elle en forme 30 par section. Actuellement séjourne à Paris M. Kukobu Shabi Anselme, agent notoire de la Dirdoc; si vous le rencontrez, changez de trottoir.

Otelo de Carvalho à Paris

Invité par l'Institut Gramsci, Otelo Saraiva de Carvalho sera à Paris cette semaine du 14 au 19 janvier, et il présidera un meeting à la Mutualité le vendredi 18 janvier, en soirée. il participera à un débat à la FNAC (Forum des Halles) et à plusieurs rencontres un dont une organisée par le CEDETIM, 14, rue Nanteuil, 14 rue de Nanteuil, dans le 15ème arrondissement (le jeudi 17 janvier, dans le cadre des activités de ce centre, et une autre avec les immigrés portugais, le mercredi 14 janvier, à 20 heures, dans un local encore à déterminer.

Portrait

Faisant partie des jeunes militaires portugais qui, au cours de leur participation à la guerre coloniale, commencèrent à prendre conscience de la situation imposée par un des plus vieux régimes fascistes du globe exploitant à la fois le peuple portugais et les peuples des colonies, Otelo Saraiva de Carvalho tint le rôle principal dans l'organisation, la structuration et la coordination de ce qui allait ultérieurement être connu sous le nom du « Mouvement des Forces armées » (MFA) tant en métropole que sur les theâtres d'opérations militaires des colonies. Il fut ensuite au commandement du coup d'état militaire qui jeta bas un régime haï, qui existait depuis plus de 50 ans.

Les travailleurs ont connu, avec Otelo, une des plus riches périodes de leurs luttes durant les dernières décennies. Ils obtinrent de sa part le soutien le plus total dans le mouvement d'occupations des terres, d'habitations et d'usines, développant ainsi leurs combats contre l'exploitation.

A la veille du coup contre-révolutionnaire du 25 novembre 1975, il commença par perdre quelques unes des responsabilités militaires et fut complètement déchargé de tous ses commandements après la victoire des contre-révolutionnaires. Emprisonné par deux fois, soumis à la résidence forcée, objet de dizaines de procès, toute déclaration publique ou toute activité politique lui étant interdites, il a été récemment, et arbitrairement versé à la réserve.

Candidat aux élections présidentielles de 1976, il obtint environ 800 000 voix, et fut ainsi le deuxième candidat en nombres de suffrages, 17% du total des votes exprimés.

Aujourd'hui, Otelo présente un projet d'unité de la gauche révolutionnaire, ayant pour but un changement de la situation politique au Portugal à travers les élections présidentielles de 1981 auxquelles il se présentera de nouveau.

J.F.

«Mais il ne faut pas en parler»

LE CYCLONE à L'ILE MAURICE

Dure épreuve pour une Ile Maurice, une nation déjà déprimée par la crise économique, par la dévaluation de la roupie mauricienne, le mois d'octobre avec la rentrée des jeunes sur le marché du travail et les deux mille travailleurs licenciés après la grève du mois de septembre et pour la gauche, une grande chance ! Quelques jours avant le cyclones, les cinquante-deux conseillers municipaux élus du M.M.M. ont donné leur démission en bloc. Bilan du cyclone Claudette : sept morts, cinquante blessés, quatre mille réfugiés, neuf cents maisons inondées, quarante chantiers emportés, des dégâts matériels considérables et des centaines de maisons complètement détruites. Claudette à l'Ile Maurice, par surprise samedi soir, modifiant sa trajectoire en dernière minute pour passer droit sur l'Ile et balayer de rafales en passant 135 milles à l'heure laissant derrière elle la mort. Quand la météo a pris au sérieux l'ampleur du désastre qui allait s'abattre sur l'Ile, il était déjà trop tard et la nuit empêchait toute prise additionnelle de précautions. Claudette - l'œil mesurait 12-13 milles de diamètre entouré de vent fort - mesurait approximativement une quarantaine de milles, la pression barométrique.

Le centre du cyclone passera sur le territoire mauricien de 1h30 à 4h30 du matin environ là où l'œil passe une période d'accalmie où les vents ne dépassent pas 10 milles à l'heure, et notée tout juste avant et toute juste après le passage du centre, c'est l'enfer, mais les dégâts matériels sont également considérables : la canne, toute jeune encore, a souffert beaucoup surtout pour le petit planteur, les légumes ont beaucoup souffert et l'impact se fait ressentir rapidement : au marché, 1 kg de tomates coûte 37 F, et encore si on en trouve, avec les touristes, on ne trouve plus rien.

Le nombre de personnes s'étant rendu dans les centres de refuge éparpillés à travers l'île avant, pendant et après le passage du cyclône, s'élevait à 4 000 réfugiés. Cependant, ce nombre fluctuait à mesure que les réfugiés évacuaient le centre tandis que d'autres qui s'étaient abrités chez des parents ou des amis venaient pendant leur séjour au centre. Chaque réfugié a reçu de l'assistance publique soixante sous par jour, ce qui équivaut à vingt centimes. Dans l'est du pays, une des régions les plus touchées, à Flacq, la police a recensé 250 maisons détruites. Spectacle de ruines et de désolation à Rivière Sèche où on compte une victime, une fillette de huit ans emportée par les eaux en crue alors qu'elle faisait la corvée d'eau. A Rose-Hill, deux hommes ont péri dans un bar qui a été ravagé par l'incendie. Un travailleur de la D.W.C. a été retrouvé noyé à Montagne Blanche ainsi qu'un enfant à Campemasque, et un Portlouisain retrouvé mort à Bain-des-Dames.

Quant à la route du littoral qui passe par Deux-Frères, Quatre-Sœurs, Anse-Jonchée et qui conduit à Vieux-Grand-Port, elle est parsemée de gros trous causés par la poussée des eaux qui inondent la rue et les maisons et qui ont aussi décimé bœufs, cabris et animaux de basse-cour.

A Grand-Sable, il y avait au plus fort de la tourmente jusqu'à quatre pieds d'eau dans les maisons se trouvant de l'autre côté de la rue face à la mer. A Vieux-Grand-Port, des rafales de 138 miles à l'heure ont été enregistrées.

HENRIOT

Le comité de soutien à l'Ile Maurice organise un gala avec des groupes Sega de 13h à 20h, le 20 février à la salle Saint-Bruno, 8 bis, rue Pierre Lermite ; à l'angle de la rue St-Bruno, métro La Chapelle. Le comité de soutien à l'île Maurice attend vos dons en espèces ou en nature (médicaments, vêtements, vivres). Tél. au 281 16 20 le mercredi à partir de 19h30 et verser au profit du compte 73-484 V, Crédit Lyonnais (agence AP 441).

Autodetermination de la nation Mohawk

AKWASESNE

La nation Ganienkeh (Mohawk) est une des six nations de la Confédération ou Ligue des Six Nations Iroquoises - Ho de no saunee -. Ho de no sau nee signifie « le peuple qui construit », c'est le nom exact du peuple de la Longhouse (« Maison Longue » : système de gouvernement traditionnel millénaire, représentatif de la volonté populaire et de la culture indienne, c'est en fait le seul gouvernement légitime des Indiens). C'est le groupe non-occidental le plus puissant et le plus indépendant politiquement, survivant en Amérique du nord. Il publie un journal, *Akwesasne Notes*, qui paraît quatre fois par an et donne des informations non seulement sur la situation et les luttes des peuples indiens dans les trois Amériques, mais aussi sur tous les peuples aborigènes du monde entier. Autour du journal, s'est créée toute une activité d'impression et de diffusion de livres et de documents tels que brochures, tracts, posters, artisanat traditionnel, etc. qui permet une meilleure connaissance des objectifs défendus par les Indiens à un niveau international. La terre d'Akwesasne est donc un lieu important de la résistance indienne, or elle est actuellement menacée d'invasion armée par l'état de New-York.

Tout a commencé le 22 mai à 11h du matin lorsque J. Swamp et L. Thompson, un chef traditionnel du Ganienkeh découvrirent un groupe de jeunes du Y.A.C.C., organisme dépendant du Bureau des affaires indiennes qui abattaient des arbres sur la propriété de ce dernier dans le but de monter une clôture autour de la réserve. Après discussion, L. Thompson confisqua le matériel en attendant de pouvoir régler la question.

Vers midi, un officier de la police d'Akwasesne et un contremaître du Y.A.C.C. vinrent chez Thompson et conclurent que toute action soit suspendue jusqu'au lundi matin afin que L. Thompson puisse exposer l'affaire devant le conseil de la nation. On pouvait donc penser que le 28 mai, toutes les parties se réuniraient pour négocier pacifiquement. Mais cet accord fut violé, quand vers 8h30, la police d'Akwasesne et un membre du bureau d'investigation criminelle (police de l'état de New-York) vinrent avec un mandat d'arrêt contre L. Thompson ; celui-ci expliqua qu'il n'était pas astreint aux lois de l'état de New-York étant sur le territoire de sa nation.

L'arrêt était dressé de façon erronée, l'adresse indiquée était fausse. Il refusa par conséquent de coopérer, son devoir de chef étant de suivre les lois de sa nation. Le B.C.I. fit entrer des renforts, la police attaqua et une femme de 73 ans fut blessée et hospitalisée. Les événements avaient pris une tournure dramatique. L. Thompson passa la nuit en prison et fut accusé de vol et de résistance. Le peuple de la nation Mohawk et des six nations envoyèrent trois avertissements à la police indienne en lui demandant de démissionner de leurs positions comme agents d'un gouvernement étranger. Devant le refus de celle-ci, les bureaux administratifs de la police du Conseil de Bandes furent occupés pacifiquement quelques heures. 23 mandats d'arrêt résultèrent de cet incident et le 2 août, quelques centaines d'hommes, de femmes et d'enfants se sont réfugiés à Racquette Point pour empêcher les arrestations. Le 17 août on apprit de source sûre que l'équipe olympique des arsenaux et tactiques spéciaux de l'état de New-York projetait d'attaquer les gens sur la propriété des Thompson ; cette police semblable à celle de l'état de New-York qui a massacré il y a quelques années des prisonniers à Attiqua est fort capable d'un tel geste à l'égard d'un peuple indien.

De nombreuses personnes inquiètes téléphonèrent et télégraphièrent à Washington et Albany devant la possibilité de ce massacre. Les représentants de l'état de New-York assurèrent qu'aucune attaque était prévue tandis que la police se taisait et faisait une démonstration de force. Il est certain que le déluge d'appuis a empêché cette attaque armée ce jour là.

Le 28 août, la police indienne locale, appuyée et armée par les forces de police de l'état de New-York entrait en force avant l'aurore dans les foyers des chefs traditionnels J. Swamp et T. Porter et forçait femmes et enfants à la pointe du fusil à les aider à perquisitionner les lieux. Ce jour-là, trois Indiens Mohawk furent arrêtés...

Sur la terre d'Akwasesne l'économie actuelle est basée sur l'exploitation. L'oppression politique, sociale, économique ont toutes le même visage. Le peuple de la Longue House a pourtant développé des stratégies pour résister aux effets économiques des conditions qu'ils doivent affronter sur cette terre. Le peuple continue à se battre et à développer des stratégies de survie, mais cette survie a besoin d'un soutien extérieur et surtout international pour apporter une certaine solidité à leur situation (argent, vêtements et lettres de solidarité).

DANIELLE

DERNIERE MINUTE

Les jeux olympiques en 1980 auront lieu sur le territoire Mohawk à Luke Placid dans le nord de l'état de New-York. Le gouvernement américain a décidé de loger les athlètes dans une prison construite pour les jeunes délinquants primaires de New-York. La prison sera peuplée par 60 à 75% de jeunes Noirs ou Porto-Ricains victimes de la répression raciste à New-York.

La terre où auront lieu les jeux olympiques n'a jamais été vendue ni cédée par traité par la Nation Mohawk.

Comité de soutien aux Indiens d'Amériques, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Permanence : le mercredi de 20h à 22h. Tél. 531 43 48 (aux jours et heures de permanence).

ENTRETIEN

MARCO KOSKAS
EXILES et IMMIGRES
Une double réalité

Une rencontre fortuite, presque « accidentelle », à travers des détours d'un beau livre : « Balace Bounel ». Marco Koskas a changé d'appartement six fois pour l'écrire. Je l'ai retrouvé dans un petit appartement du 7e arrondissement. Je m'attendais à un lieu plus bourgeois, plus rupin, la maison de « l'écrivain », quoi ! Je le retrouve amaigri depuis notre dernière rencontre, presque un enfant, mais un peu « petit prince à la recherche d'une étoile ».

Une rencontre autour d'une « mémoire commune ». La rencontre d'un « Juif » exilé tunisien et d'un jeune immigré « musulman » tunisien. Deux situations qui, pour être semblables sur plusieurs plans, n'en sont pas moins différentes.

Famille mixte (GRANA-TOUANSA) 1922.

SF : Ce qui m'a le plus frappé dans la lecture de Balace Bounel c'est cette profonde « nostalgie » qui s'en dégage : en Tunisie, on avait tout pour faire un peuple, voilà ce qu'il en est : une coupure entre deux communautés d'une part (les Juifs et les Musulmans) et d'une communauté et de sa mémoire (en ce qui concerne les Juifs tunisiens)...

Marco-Koskas : C'est la question que je me suis posée souvent : pourquoi les Juifs sont-ils partis de Tunisie ? Il y a je crois, des raisons « objectives », qui sont d'ordre politique d'abord. Je pense que dans leur majorité, les Juifs ont dû s'identifier au colonialisme, ou du moins trouver dans le modèle français quelque chose comme une « *valorisation* ». Mais cela est vrai pour la bourgeoisie juive qui constituait une minorité au sein de la communauté. Mais je crois que le triomphalisme arabe a œuvré pour le départ des Juifs, autant que le colonialisme et le sionisme...

SF : Tu parles d'un triomphalisme, né de l'indépendance du pays...

M.K. : Les Juifs de Tunisie se sont retrouvés à l'intérieur d'un processus positif : l'indépendance, dans laquelle il y a une réaction négative, je dirais exclusive de quelque chose...

SF : Du côté des Arabes, l'indépendance était fête, et espoir dans l'avenir. Cela nous ramène à un échec. L'indépendance est donc sentie comme un échec pour toi, puisque passant par l'exclusion des Juifs.

Drôle de coexistence

M.K. : C'est un processus qui est fait par des hommes qui les dépasse... ce que je veux dire par là : l'histoire avec un grand « H » est sentie comme une machine de progrès, qui implique néanmoins une autre machine qui broit les minorités : c'est ce qu'on constate en URSS, et ce qui est produit par les grandes machines idéologiques le nationalisme, la dictature du prolétariat, etc...

SF : *Plus je réfléchis, plus je retourne dans ma mémoire, et plus je sens une certaine « démagogie » dans les rapports juifs / arabes empreints de cordialité...*

choses nous sont communes.

MK : Les Juifs sont toujours judéo quelque chose. Ils parlent judéo-arabe ou judéo-français. Je parle l'arabe de la rue mais je ne parle pas l'arabe littéraire et je ne le lis pas. Ce que nous avons de commun, c'est une mémoire et un imaginaire. Un humour identique. Les Juifs tunisiens n'ont pas le même humour que les Juifs polonais.

SF : Quand tu dis ça, tu te situes où ? Dans le peuple tunisien dans un « peuple juif ». Est-ce qu'il y a pour toi un peuple juif ?

MK : Il y a un peuple juif, mais il n'y a pas de société juive (au sens sociologique), en dehors de la société israèlienne. Intuitivement, les Juifs tunisiens ont compris qu'ils ne pouvaient pas être autre chose que des citoyens de seconde zone. Maupassant disait en arrivant à Tunis à la fin du 19ème siècle : « *Tunis n'est pas une ville française, c'est une ville juive* ».ß Je crois que cela mettait en évidence un fait précis : les Juifs avaïent une place plus importante dans les activités du pays, alors que dans la collectivité ils n'étaient qu'une minorité.

SF : Je pense que les Juifs ont été plus facilement « citadinisés » que les Arabes. Avec l'arrivée des Français, dans la première phase de la colonisation, les Juifs étaient potentiellement prêts à quitter le monde rural avant les Arabes : la première communauté qui a répondu à la colonisation.

MK : L'arrivée des Français a été pour les Juifs la liberté de circuler, l'accès au savoir et conséquemment la possibilité de constituer une bourgeoisie.

SF : A chaque étape des relations difficiles de la Tunisie avec la France, la communauté juive a réagi d'une manière différente de la communauté arabe.

MK : C'est le cas surtout après Bizerte. Bizerte représente la volonté arabe de couper certains liens avec l'impérialisme français, mais qui était négative par rapport aux Juifs aux Juifs. Bizerte c'est l'auto-exclusion des Juifs. Les conditions objectives qui ont fait partir les Juifs ne sont pas assez fortes (genre génocide nazi) pour faire qu'entre 1961 et 1964, les trois quarts de la communauté soit partie. Si les Juifs étaient solidaires des Français, ils seraient partis en 1956, l'année de l'indépendance de la Tunisie.

Le temps de l'univoque

La « défaite » de Bizerte (le départ) a sonné le glas d'un certain espoir. Je ne crois pas que cela soit par sentiment d'appartenir à la France. Bizerte constitue selon le moment où il n'y a plus de places que pour les Arabes en Tunisie. Le temps de l'univoque, du monolithisme.

SF : Pour moi, Bizerte c'est l'appel de Nasser à faire l'unité arabe. C'était aussi une volonté d'en finir avec l'impérialisme français.

MK :Alors que Nasser était senti comme ennemi des Juifs, puisque faisant la guerre aux Juifs.

SF : Donc, 61-64, c'est la coupure totale qui s'installe. Les Tunisiens musulmans rentrant dans le champ idéologique de l'unité arabe et les Tunisiens juifs, rentrant dans une autre structure. Laquelle ?

MK : Je crois que c'est la structure de l'exil. Mais les événements arabo-israèliens déterminent de plus en plus les rapports entre les deux communautés. Ils déplacent le conflit en Tunisie, ils le mondialisent.

Mais on peut dire que les Tunisiens n'ont rien fait pour retenir les Juifs. Tout était fait pour que les Juifs ne se sentent plus chez eux.

SF : Il y a une phrase qui raisonne encore dans ma tête. Une dame très vieille à Belleville, alors qu'on parlait du bon vieux temps à Tunis, me répond : « Si vous nous aviez pas suivis, on ne serait peut-être pas restés ». Au-delà de cette convivialité recréée à Belleville, il y a aussi pour cette vieille femme, la confirmation qu'elle ne peut plus retourner puisque « nous-mêmes », on s'est exilé. La confirmation d'un échec.

MK : C'est une image...

Coupure irrémédiable

SF : Je me retrouve immigré. Tu es exilé. Aujourd'hui qu'en est-il de ta situation, alors que la coupure semble largement irrémédiable entre nos deux communautés.

MK : Il y a une situation donnée dont on ne parle qu'aujourd'hui après vingt ans de silence. Et en vingt ans de silence c'est la preuve d'un grand traumatisme. On ne reprend pas la parole sur un mode nostalgique ou revendicatif. Le silence pèse dans notre histoire. En quinze ans, j'ai essayé de devenir français. Mais le mode de vie, ma place dans le monde, m'a amené à redevenir Juif tunisien. Si j'avais été dentiste, ou avocat, docteur, je ne me serais pas posé la question. Avocat, docteur c'est une partie dans laquelle, les Juifs tunisiens se sont fondus. Le modèle occidental. C'est aussi pour eux, le modèle de la réussite.

Moi, je me pose en créateur. Si j'avais fait le même parcours, je m'identifierais à l'occident (au théâtre, j'aurais adapté une pièce de Marivaux).J'ai préféré mettre à jour un imaginaire dont je suis issu et je travaillais dessus non pas pour retrouver me racines (la grande tarte à la crème des années 70). Tant que je n'ai pas dit, que j'étais Juif tunisien, je procédais par allusion. La grande difficulté pour moi, c'est de faire admettre notre création en prenant nos distances avec le folklorisme, l'exotisme, genre famille Hernandez.

Doublement exclu

SF : Tu te retrouves un peu tout seul dans cette démarche. Inconnu dans ton pays d'origine, méconnu en France.

MK : On commence à être doublement exclu de la création française, bien que l'intelligentsia nous reconnaisse des qualités.

SF : Tu as eu un prix pour « Balace Bounel ».

MK : Oui, un accessit. Le prix du premier roman. En France, il y a une reconnaissance de mon travail, je me donne le droit d'écrire en français, un français « *Tordu, corrigé* ».

Par rapport à un type connu comme Michel Tournier, je suis obligé de justifier le droit d'écrire « *tordu* », par une fiction frénétique. Mon écriture se doit d'être justifiée. Le discours de mon livre est complètement transcendé par la fiction.

Et par rapport à la communauté juive, j'apparais comme n'étant pas un « *saule pleureur d'Auschwitz* ». J'apparais comme un « *Juif joyeux* » allègre. Et pour ça, j'ai envie de dire « *y a pas de créneau* ». Sans oublier le racisme anti sépharade (juifs des pays arabes). Mais regarde comment la presse juive a occulté mon livre. La revue « *L'Arche* » a même censuré un article sur ce qu'on a appelé la « *parenthèse sépharade* ».

SF : Il semble donc qu'après la coupure entre Juifs et Arabes, il y a eu en France une autre coupure entre sépharade et Aschkenazes ?

MK : Mon livre est dédié à Corine Atlas, une copine juive ashkenaze, mais l'opposition entre sépharades et ashkenazes, est une opposition de classes. En Israël, on a appelé les Juifs sépharadim, les « Noirs ». Pour mois, l'avenir des Juifs, c'est le sépharadisme. La différence fondamentale est que nous n'avons pas connu le nazisme dans ses effets génocidaires.Ce sont les Juifs du Maghreb qui ont revitalisé le judaïsme français, qui était en voie d'extinction, c'est à dire d'assimilation. Ils s'agit moins en France de racisme anti-sépharade qu'une espèce de condescendance...

SF : Qui est quand même pire, que le racisme direct, moins facile à décoder.

MK : Oui, qui est pire. Mais quand je dis que le sépharadisme, c'est l'avenir des Juifs je pense au conflit israèlo-arabe. Peut-être que je fais de la politique-fiction mais ce n'est pas de la fiction de dire que les seuls Juifs qui ont vécu avec les Arabes, ce sont les sépharades.

Groupe musical Judéo-Arabe.

L'existence d'Israël passe par l'accès au pouvoir des « *Juifs noirs* ». Ces « *Juifs noirs* » sont encore sous l'emprise d'un racisme anti-arabe assez fort, peut-être parce que plus sensibles à l'existence d'un danger, et peut-être plus sensibles à une certaine propagande.

SF : Une solution est possible pour toi dans deux états arabes : l'un juif l'autre palestinien.

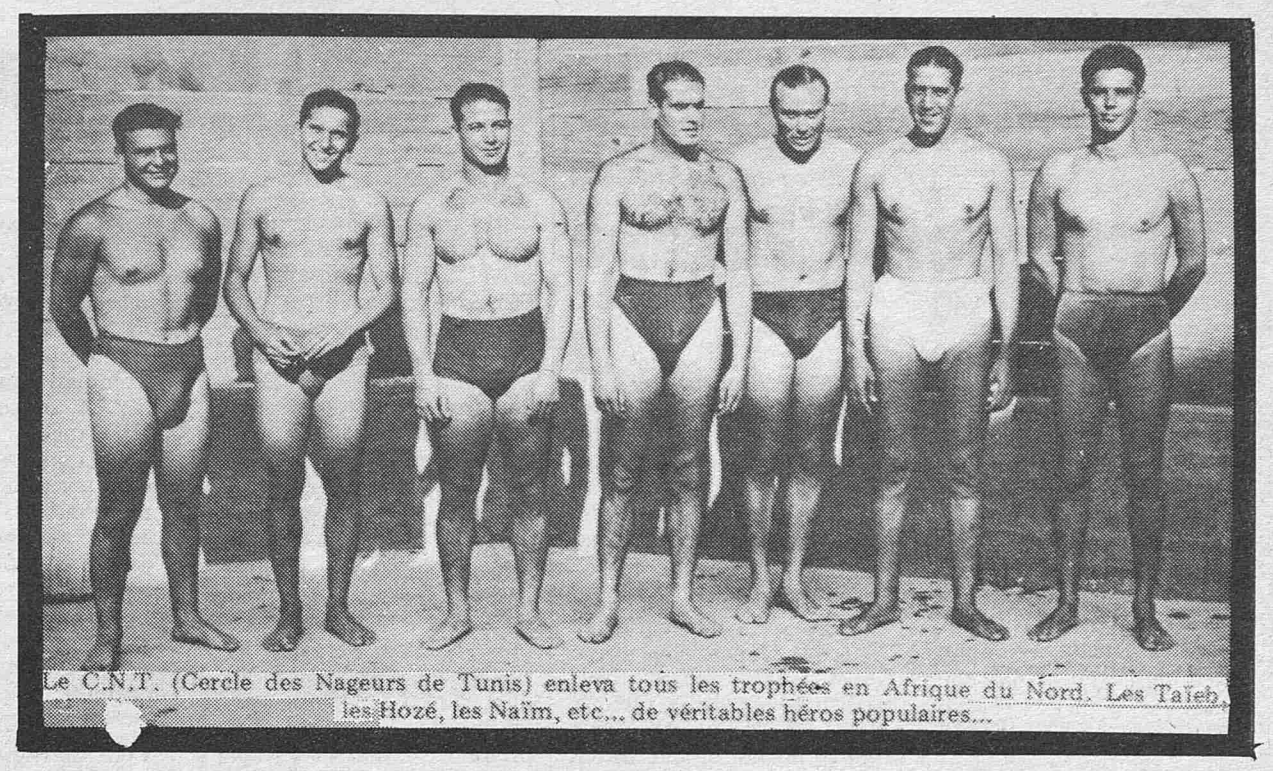
MK : Je ne me pose pas le problème d'un partage d'états. Aujourd'hui je ne vois pas l'issue de ce conflit. L'ordre du monde est en plein bouleversement. On voit Sadate et Beghin ensemble, mais on ne voit pas la place de l'Islam dans l'Egypte de demain. Le régime de terreur du Chah n'a pas tenu, je ne vois pas comment tiendra le régime de Sadate. La « *flambée* » de l'Islam...

SF : Je crois qu'il faut l'analyser avec prudence jusqu'à maintenant, l'Iran n'a pas connu sa période de nationalisme, Nossadegh ayant été arrêté avant de commencer. L'Egypte a connu son Nasser. Ce qu'il faut voir c'est un peu l'échec des régimes de droite et de gauche pour solutionner les problèmes du Tiers Monde. Certains mouvements islamiques considèrent qu'ils amènent une solution et appellent à la prise du pouvoir. Mais la situation est différente dans chaque pays, et leur rapport au pouvoir différent.

MK : Je m'interroge sur le rôle des intellectuels arabes. J'ai l'impression que c'est leur traversée du désert « *s'islamiser* » ou « *disparaître* ».

SF : Rien n'est clair. Mais je sens, à tort ou à raison, que nous représentons nous les intellectuels arabes, « laïcsislamisés », un peu la face cachée de l'occident ou si tu veux l'autre discours de l'Occident.

Un exemple : les termes du débat mené par les intégristes sont très proches des réalités concrètes de la population. Leur discours est compris même par les gens analphabètes, par la masse des ruraux. La politique pénètre dans les foyers. Notre discours est un peu un discours sur le chômage, le socialisme la planification etc... En plus du fait, que le discours intégriste amène des solutions toutes prêtes : Dieu va résoudre... Pour des gens un peu perdus entre socialisme, capitalisme... c'est très important.



Le C.N.T. (Cercle des Nageurs de Tunis) enleva tous les trophées en Afrique du Nord. Les Taïeb, les Hozé, les Naïm, etc... de véritables héros populaires...

MK : La faillite du politique en Occident a amené le désintérêt, la passivité, la peur et la psychose de la guerre. Dans le Tiers-Monde, cette même faillite mobilise et fait agir.

SF : C'est une faillite des régimes au pouvoir. Car la solution est quand même d'ouvrir les prisons et de démocratiser la vie politique. Mais je voudrais revenir en France, sur cette coupure dans le pays entre Juifs et Arabes et qui se prolonge en France. Les Juifs ne se sentent pas solidaires des immigrés.

MK : Je ne peux parler au nom des Juifs. Ils sentent que c'est le même racisme qui, touche les immigrés. Ils le sentent très bien. Il y a simplement un phénomème d'occultation qui tient à plusieurs choses.

Un grande partie des Juifs victimes du nazisme ont voulu oublier tout cela. Cela leur a coûté très cher. C'est peut-être une façon de se voiler la face, face au racisme anti arabe et anti immigré qui est une façon de se protéger soi-même.

Les nouveaux juifs

SF : Mais en même temps, tu as le discours de Stoléru, qui attaque les immigrés en se parant du fait d'être juif et fils d'immigrés.

M. K : Stoléru avant d'être juif est giscardien. Il est le rouage d'une machine. Il n'y a qu'à avoir son mimétisme vis à vis de Giscard, c'est un grand imitateur. Il parle comme lui, jusque dans les intonations.

SF : Quand on parle du racisme en France, en essayant de dire Stoléru ou Jean-Pierre Pierre Bloch est raciste, il a un discours raciste les effets de leur politique sont racistes, notre discours est suspecté d'être anti-juif, parce qu'ils se parent eux, de cette condition qui les rend moins suspects de racisme, effectivement aux yeux de beaucoup en Occident.

MK : Je crois que leur identité juive n'exclue pas un racisme anti-arabe. C'est se voiler la face que de dire que je suis juif donc je ne peux pas être raciste.

SF : Il semble que les immigrés sont un peu des « nouveaux juifs » de l'Occident, même s'ils ont un pays d'origine ce qui n'était pas le cas pour les Juifs exilés. Et ce pays d'origine devient de plus en plus mythique, surtout pour les enfants d'immigrés, nés ici.

MK : Je crois que la différence entre l'immigration et l'exil n'est pas mince. L'exil est un tenant à la condition juive. C'est une banalité de le dire mais il faut l'avoir en tête. L'immigré a un pays et une perspective de retour, même s'il faut faire des réserves sur ces possibilités de retour. L'immigré est aujourd'hui un immigré de salariat. L'analogie avec le Juif errant peut venir à l'esprit. Parce que je peux dire que moi aussi je suis un immigré mais sans possibilités de retour. Dans cette double proposition, il y a la complexité de la condition juive. Je me revendique comme un Palestinien juif, mais sans revendication territoriale et je fais référence à ce que l'on dit au début de l'entretien. On pourrait aujourd'hui dire, on était avant les Arabes en Tunisie et ce pays nous appartient mais il n'est pas question de formuler cela. Les conditions qui ont fait partir les Juifs de Tunisie sont perceptibles, mais c'est avant tout une subjectivité collective qui a créé les conditions de l'exil. Aujourd'hui, je m'interroge sur la capacité des Tunisiens à poser vraiment le problème du départ des Juifs et de sa signification.

SF : Le discours officiel c'est d'une part : une nostalgie du temps où l'on vivait ensemble et d'autre part tant pis, vous êtes partis, on a d'autres chats à fouetter.

MK : Cela est une occultation complète du sens de ce « *départ* ». Pour une certaine frange de Juifs de Tunisie, il n'y a plus de possibilités de retour, il n'y a pas d'intention d'immigrer en Israël. Pour nous, la France, c'est le statu quo. On est là, on se revendique comme Juif-Français-Tunisien en tâchant d'affirmer notre « *différence* » (même si c'est un mot à la mode) par notre production intellectuelle, artistique. Je suis absolument cosmopolite. Tous les nationalismes me font peur, ils sont exclusifs de la différence.

Propos recueillis par
Majid Ammar
Balace Bounel. Edition Ramsay.

Habiba Messica (1903-1930).

Les photos sont tirées de l'étoile et le Jasmin. Edition La pensée Sauvage.

BOXE

Kimpuani reste champion d'Europe

Les fêtes de fin d'année, Jo Kimpuani n'a pas su ce que c'était. Il s'est volontairement serré la ceinture. Pour ne pas être contaminé par les fêtards et les pratiquants de l'absentéisme, il a suivi fidèlement les conseils de son manager André Vercoutter : il a continué à bosser à l'usine des Chantiers de France, presque jusqu'à la veille de son combat contre Périco Fernandez.

Vercoutter fut de bon conseil puisque notre ami zaïrois naturalisé, pour continuer à boxer, a gardé son titre de champion d'Europe des super-légers, dimanche dernier à Bilbao. Victoire aux points.

Comme il nous l'a dit, voir *Sans Frontière* n°3 du 18 décembre, ce combat lui ouvre à nouveau la possibilité de conquérir le titre mondial. A ce propos, on ne sait pas encore à quelle fédération internationale Vercoutter s'adressera.

A Dunkerque, ses supporters s'étaient réunis au café des Halles, chez Françoise dès 13 heures. Tous très heureux de la victoire de Jo, ils ont quand même fait la gueule quand Jo n'a trouvé à remercier devant les micros de la radio que le maire de la ville, Prouprou, et la direction des Chantiers de France. Mais Vercoutter m'avait dit : « *La boxe, çβa paie la maison et ça donne la considération* ».

B.L.

PEINTURE

BOUALEM : éviter «l'esthétisme»

Au printemps dernier, lors d'une exposition à l'Espace Cardin réunissant une trentaine de peintres arabes, nous avions remarqué un jeune peintre algérien, Boualem Bencheeikh qui se démarquait par ses recherches originales sur la calligraphie arabe.

Le tournant décisif, accompli par Boualem, juste après le succès de sa dernière exposition, semble montrer que ce jeune peintre refuse la facilité. Ses œuvres récentes, exposées actuellement à la galerie Miquel, sont le fait d'une prise de conscience, source d'un profond renouvellement : « *Je me suis aperçu,* dit-il, *que mes recherches calligraphiques frôlaient de trop près le piège de « l'exotisme ». Les signes arabes sont déjà beaux, trop beaux. De là à tomber dans « l'esthétisme », dans le « décoratif », il n'y a qu'un pas que je me refusais à franchir. Mes recherches sur les caractères koufiques rejoignaient celles trouvées dans un manuscrit datant du 13e siècle !* ». Le refus de se complaire dans le « déjà vu », de se couler docilement dans le moule dans lequel il craignait de se scléroser, propulsa Boualem dans d'autres dimensions, dans d'autres espaces. L'œuvre de Boualem se situe à la frontière de « l'achevé » et de « l'inachevé ». Deux démarches opposées, complémentaires cependant. Partout, la matière règne en maître.

Pour certains de ses tableaux, Boualem accorde la primauté à la pureté du geste. « Saisir l'instant, fixer le fugitif », gageure rendue possible au prix d'un inépuisable travail de « « production »/« effacement » : des moments se superposent sur le même support, lavé et relavé jusqu'à ce qu'un geste devienne son propre aboutissement. Sur le papier virginisé, un geste parfois s'impose, et subsiste. Parallèlement à ce travail, une autre démarche, une autre façon de jouer avec le temps : quand d'un côté le temps est effacé, pour ne laisser entrevoir que le dernier geste, après une succession d'instants, de l'autre, il s'impose, dans sa durée. L'œuvre graphique devient alors support d'une mémoire, propre à chaque dessin : les paysages, les personnages ont leur propre évolution, leur propre vie, et les traces laissées sur le papier sont tout juste soulignées par le peintre.

« *Je me laisse alors guider par la matière,* nous confie Boualem *; je pousse la technique pour souligner « l'accidentel » en me surveillant pour ne pas tomber dans le piège du « fignolage » des détails : les esquisses sont parfois laissées volontairement telles quelles, afin de conserver sa place à « l'imaginaire ». Je « triche » parfois,* nous avoue-t-il, *quand mon imagination, exitée par d'accidentelles rencontres entre des formes ou des couleurs, je peux résister au plaisir de fouiller la matière. J'essaie toujours de réagir à temps pour ne pas tomber dans « l'esthétisme », écueil évité de justesse dans la période des recherches calligraphiques* ». Une jeune galerie pour un jeune peintre : Boualem clôt son exposition en fêtant ses trente ans. Galerie Miquel, du 8 janvier au 3 février.

FEUDOÜCE

Galerie Miquel, 6 place du Marché Sainte Catherine, Paris 40.

Mamito de C.LARA

Une situation-témoin, une situation-vie : une femme de 67 ans (Mamito), retraitée des PTT est contrainte à prendre en charge ses deux petits-enfants et sa belle-fille, après la mort de son fils, tué dans un accident de la route. Et d'ANPE en bureaux d'embauche c'est la même chanson : on n'embauche plus après 60 ans ; en fait on n'embauche pratiquement pas. Les queues devant les guichets sont aussi longues les unes que les autres (5 fois plus de chômage qu'en France). Une situation-prétexte qui permet à Lara de montrer et de démonter certains mécanismes d'une société hétéroclite : une Guadeloupe sous développée à consommation de type occidental. Un peuple qu'on gave de containers et réduit à la diète politique. Des Antilles qui importent tout jusqu'à leur âme. Mais ni l'alimentarisme (à 95% venue de France), ni l'assistanat (allocations diverses, sécurité sociale...) ni la baillonnement colonial; ni la répression policière ne peut gommer l'exubérance et la jeunesse de ce peuple et les difficultés que rencontrent un groupe d'amis dans l'acquisition d'une ferme ne font que renforcer leurs liens: ce sont Ibo un rasta illuminé, Denis un jeune nationaliste au cœur immense et aux gestes chaleureux, Robert le fonctionnaire 40% qui dit « on me les donne je les prends »; Amédée l'huissier bout-en-train et surtout Mamito une femme généreuse et forte qui rappelle à chacun son enfance, une Mamito grande et courageuse, une de ces femmes de chez nous : solide comme du roc, mais aussi douce et désemparée à faire hurler de révolte et de colère. Une mamito qu'incarne merveilleusement et très naturellement Lucrère Saintol mais qui nous fait d'autant plus regretter l'absence des autres femmes guadeloupéennes, surtout si l'on sait leur vitalité et leur vigueur. Ou plutôt si elles sont là par le biais assez surprenant d'une béké : Ellen la belle-fille de Mamito qui s'affirme Guadeloupéenne au même titre que les autres. Son père qui l'avait chassée au moment de son mariage avec un noir, après une vie de richesses accaparées, d'arrogance, de manières de colon et d'esprit de caste finit par changer d'attitude et fait la paix avec sa fille un peu trop facilement. Pourquoi acceterait-on cette paix sans demander des comptes. Car enfin faisant fi de centenaires de servitude, d'oppression et de répression, peut-on affirmer qu'à la fois les « békés *, les Indiens, les Libanais * et les Noirs » sont un même et seul « peuple qui n'a plus rien à voir ni avec l'Europe ni avec l'Afrique ? ». Un débat à ouvrir. Un film tout de même beau un film de rires, d'émotion, de générosité, d'amitié. Un pays encore et pourtant beau, un air de soleil et de mer, un film d'espoir, un film à voir.

Aline N

Sortie le 16 janvier Moulin Rouge. Palais des Arts. Espace Gaité. La Clef.

* *béké : descendant de colon.*

* *descendants de Libanais. En majorité petits ou gros commerçants.*

Duel à l'ombre du grand A: un livre d'amour

« Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour ». Cocteau complète la phrase de Reverdy en disant : « Il n'y a pas de génie, il n'y a que des preuves de génie ». Ces citations à seule fin d'éloge et de préambule pour l'admirable don que nous a fait une fois de plus Ahmed Azeggagh avec son livre : *Duel à l'ombre du grand A.*

Preuve d'amour autant que de génie, voilà enfin un livre qui nous permet de respecter et de louer sans réserve ce phénomène du génie. Un livre où l'auteur, hanté par la poésie et la vérité, est soulevé au-dessus de lui-même. Un livre que l'on peut aimer. Et c'est à dessein que j'emploie ici le mot aimer, parce que la véritable admiration n'est autre qu'une forme de l'amour ; une sorte de sexualité transcendée sans laquelle l'admiration que l'esprit porte à une œuvre ne relève que du simple dilettantisme.

Ce livre, c'est l'enfant issu de ces noces mystérieuses, étranges du conscient et de l'inconscient ; issu du mariage douloureux de la sagesse avec la schizophrénie.

Ce livre, c'est l'enfant que chacun porte en soi, mais dont il a généralement honte. De longue date, j'ai cherché dans la littérature et la poésie un refuge contre le malaise de cette dualité inavouable, je l'ai enfin trouvé dans *Duel* où l'absence de morgue entraîne une authenticité merveilleuse.

Duel à l'ombre du grand A n'est pas simplement un recueil de poèmes, c'est un livre, une œuvre. Si je voulais comparer (bien que ce livre soit incomparable, au sens littéral, c'est-à-dire, original et unique) je parlerais de symphonie, mais de symphonie inachevée. C'est en effet au lecteur à mettre le point final - s'il le désire - ou bien au contraire à continuer... à revenir. Une symphonie, car la musique est là, dans le rythme, au détour des mots. Une musique lancinante, originelle, comme surgie des étoiles. Le battement d'un cœur, le cœur de cet homme vieux comme la douleur du monde, et jeune pourtant de toute la pureté des enfants.

Musique, car on a parfois envie d'arrêter le temps et de vivre à l'infini ce moment, de pur plaisir, provoqué par l'extraordinaire beauté d'un mot, ou d'un passage - comme on remet indéfiniement sur l'électrophone la phrase musicale qui nous enchante dans un morceau de musique -.

Mais *Duel* n'est pas seulement une musique, c'est un message. Le message d'un homme qui a beaucoup lutté pour garder sa pureté et son authenticité dans un monde de traîtrise et de mensonge. Message d'un homme qui s'est battu pour garder les mains vides et propres dans un monde où l'argent colle aux doigts et aux cœurs.

Duel est aussi le livre d'un couple. Ahmed dit d'ailleurs dans son avant-propos : « *Qu'une femme et un homme auxquels je prête mes yeux m'écoutent, qu'un couple me comprenne : cela suffit* ».

Duel à l'ombre du grand A est une œuvre d'art, et à ce titre, déjà, il est important de le lire mais c'est aussi et surtout le chant d'un vrai poète, un chant qui tel celui d'Orphée ferait pleurer les pierres, si le béton ne les avait remplacées.

Maryse DEL MEDICO

Duel à l'ombre du grand A, Ahmed Azeggagh, Quatre Vents éditeur.

APPEL DE L'ASSOCIATION HENRI CURIEL

Nous apprenons que la direction de TR1 a confié à Georges Suffert, la responsabilité d'une importante émission littéraire qui doit débuter le 23 janvier 1980.

Les soussignés, journalistes et écrivains, se sentent, en conscience, tenus de rappeler qu'en juin 1976, et en juin 1977, Georges Suffert a lancé dans l'hebdomadaire *Le Point* des accusations très graves de terrorisme et d'espionnage contre Henri Curiel. Celui-ci fut assassiné le 4 mai 1978, par un supposé « commando Delta » et les tueurs n'ont toujours pas été retrouvés.

Les accusations de Georges Suffert avaient pour origine des fiches établies par les services secrets français. Or, ces fiches restent inaccessibles malgré nos demandes réitérées et malgré la promesse écrite du président de la République que la partie civile Henri Curiel aurait connaissance du dossier comme il est d'usage dans la procédure judiciaire de notre pays.

Ces « informations » ont désigné publiquement aux assassins un homme qui était notre ami.

Tant que Georges Suffert n'aura pas apporté la preuve de ses accusations, nous le considérerons comme l'auteur d'une diffamation aux conséquences fatales et, à ce titre, indigne d'occuper un poste en vue à la télévision française.

Nous appelons journalistes et écrivains à se joindre à notre protestation soit en la contresignant soit en adressant au directeur de TF1 une lettre exprimant leur point de vue.

AGENDA

PARIS

Théâtre

L'Oiseau Tonnerre au Théâtre des Amandiers, rue des Amandiers Paris 20ème, à partir du 16 janvier jusqu'au 9 février à 20H45. Présentée par le Théâtre Action Tréteau en langue française et arabe tous les jours sauf lundi et mardi. Samedi 16h . Entrée : 18 et 35F.

Coup de poing sur la pointe du couteau : pièce écrite et mise en scène par Augusto Boal. Au théâtre de la Tempête à la Cartoucherie de Vincennes jusqu'au 21 janvier du mardi au samedi à 20H30. Dimanche 16H, location : 238 36 36.

« **Albert** » **de Michel Boujenah** au Lucernaire Forum jusqu'au 31 janvier à 22H15, 53 rue Notre Dame des Champs Paris 6ème Métro Notre Dame des Champs.

Samia de la troupe Errahila d'après une adaptaion de « Psychanalyse d'un fait divers, Samia » à la salle St Bruno 8 bis rue P. L'Ermite 75018 Paris, les 30 et 31 Janvier, à 20H30.

Les Ikones et les Solikes de Aliha Actuel au Théâtre Dunois, 28 rue Dunois Paris 13ème, les mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 18H30 jusqu'au 2 février.

Musique

Samuel Atera et ses invités : Tam Tam Tam du Cameroun, au 28 rue Dunois, 75013 Paris, les 16, 17, 30 et 31 janvier à 20H30.

Groupe Odyssée (musique funky, soul, jazz) au Théâtre Noir 23 rue des Cendriers Paris 20ème. Tél. 797 85 14, à partir du 11 janvier et jusqu'au 24 janvier à 20H30. Dimanche 16H. Relâche le lundi. Entrée 30 et 20F. (Etudiants, foyers, chômeurs).

Groupe Deka and Co (musique funky afro et jazz) au Théâtre Noir Paris 20ème du 25 janvier au 6 février à 20H30. Dimanche 16H. Relâche lundi. Entrée : 30 et 20F.

Sarah Carrère M'Bodj et Bouly Cissokho : Couple de joueurs de kora (harpe africaine à 26 cordes) au Théâtre Noir Paris 20ème. du 24 janvier au 6 février à 18H30. Relâche lundi. Entrée : 20F.

Armande Altai spectacle turco-lyrico rock au petit Forum jusqu'au 26 janvier à 20H30 : 25F.

Mercedès Sosa : Chanteuse sud américaine au Théâtre de la Ville jusqu'au 19 janvier à 18H30.

Exposition

L'Association de Solidarité Franco-Arabe présente une exposition de photographies et de dessins d'enfants palestiniens jusqu'au 10 février au 12/14 rue Augereau Paris 7ème, tous les jours de 9h à 18 h et le samedi matin.

A la bibliothèque des enfants du Centre Beaubourg exposition sur le thème « la vie des enfants tunisiens ».

« Agikoo » : exposition au musée des enfants au musée d'Art Moderne à partir du 16 janvier jusqu'au 2 mars : boîte en fer et faire en boîte au Ghana. Collection de jouets rassemblée par Sue Sombret.

Abstraction à l'encre de Chine par Boualem à la Galerie Reynald Triquet, 6 place du Marché Ste Catherine Paris 4ème. Métro St Paul jusqu'au 3 février.

BANLIEUE

Théâtre

Le Cirque d'Amar par la troupe Nedjma à l'Association Abel à la Verrière le 27 janvier à 14H30. Suivi d'un débat.

Albert à la Maison communautaire le 19 janvier et au Forum le 22 janvier à Sarcelles à 21H.

Mohamed Travolta par la troupe Ibn Khaldoun. Le 25 et 26 janvier à la maison des jeunes des Agnettes 16 rue Julien Mocquar à Gennevilliers. Le vendredi à partir de 19h. Le samedi à partir de 13H.

Musique

Charif Allaoui chanteur conteur arabe qui chante des vieux textes et des poèmes. Le 19 au Centre Culturel de Mitry Mory (93) à 20H30. Le 20 au foyer Sonacotra d'Aulnay sous Bois. Le 26 au centre culturel de Chilly Mazarin.

Wind groupe africain le 18 au foyer AFTAM d'Aulnay sous Bois.

Nass El Ghiwan au centre culturel municipal d'Argenteuil le 18 janvier.

Woody Shaw trompettiste jazz à la Maison des Arts et de la culture André Malraux à Créteil le 19 janvier à 20H30.

Julios Beaucarne le 19 janvier à la Maison pour tous de St Quentin en Yvelines centre des 7 Mares.

Ensemble folklorique du Pérou au Centre d'animation culturelle de Malakoff théâtre 71 le 3 février et au Théâtre des Hauts de Seine à Puteaux le 6 février à 20H45.

Areski et Brigitte Fontaine à Sartrouville le 19 janvier.

Cinéma

A la Maison de l'Etranger, 8 rue Antoine Zattara à Marseille, 3ème, tél. 95 90 15.

L'Homme à détruire film yougoslave de Boulajic Veljko (vo sous titrée). Film présenté au festival du film fantastique de Paris, le 20janvier à 15 heures.

Les montagnards sont là avec Laurel et Hardy mêlés aux affaires de cœur d'un couple en désaccord, le 27 janvier à 15 heures.

Dans le cadre du cycle débats à propos de l'Afrique du Sud, le CRIDEV et la Maison du Champs de Mars proposent le 22 janvier : « **Je m'appelle Johannes Louthoumbe** » en introduction au débat : « La France et l'Apartheid » avec la participation d'un représentant de l'African National Congress, Bernard Taillefer du Mouvement Anti-Apartheid CAO, et Howard Schissel, auteur de « L'Afrique Australe de Kissinger à Carter » et Edmond Hervé, maire de Rennes. Débat animé conjointement par Monsieur Ruellan du CRIDEV et Annette Leroux de la Maison du Champs de Mars. Pour tout renseignement / Maison du Champs de Mars, 6 cours des Alliés à Rennes.

Olidad Baubourg musique marocaine à la maison dès jeunes des Agnettes 16 rue Julien Mocquar à Gennevilliers les 25 et 26 janvier. Le vendredi à partir de 19H et le samedi à partir de 13H.

Orchestra impression musique antillaise à Gennevilliers même adresse même date.

Djurdjura groupe de femmes algériennes le 19 janvier à Corbeil.

PROVINCE

Théâtre

Théâtre Kahina « **Famille Djelloul** » en France depuis 25 ans à Aubagne le samedi 26 janvier à 20H30 dans le cadre du festival culturel arabe.

Cinéma

a l'office des Migrants, 5 rue Félix Maire à Créteil Métro Créteil Préfecture prendre le 117, le 104 ou le 180.

Les Pêcheurs le 20 janvier à 15 heures.

Musique

Mercedès Sosa à la maison de la culture de Bourges le 30 janvier.

Agrapucion Musica ensemble argentin dirigé par Enzo Gieco. Musique du folklore sud-américain à la maison de la culture de La Rochelle.

Contes et musiques arabes à Belfort du 23 au 27 janvier. Atelier pour adulte. S'adresser à la mairie.

Ahmed Ben Diab poète, peintre et musicien à Aubagne à partir du 19 janvier. Avec la participation de Nacer Khemir.

Brian Isaacs l'Apartheid à travers l'humour grinçant, d'un Sud-Africain chanteur, conteur, jongleur, danseur, imitateur. Le 24 janvier à 20H30 à la Maison du Champs de Mars 6 cours des Alliés à Rennes. Le 25 janvier au « Carrefour 18 » Zup Sud Ouest à 20H30. Entrée : 15F.

Exposition

Regard sur un exil : exposition de photos de Claude Raymond Dityvon (sur la vie des immigrés de la Seine St Denis). Au centre culturel 7 avenue de Verdun, 77290 Mitry le Neuf, tél 427 18 05 jusqu'au 30 janvier.

DERIVES

Nous avons reçu à la rédaction du journal **Le Guide Pratique de l'Africain à Paris** de Thomas N'Goran. Il réunit pour les Africains des renseignements et des informations de nécessité quotidienne. Vous trouverez l'adresse des hôtels pas chers, des restaurants africains, antillais, des boîtes de nuit, comment obtenir la carte de séjour, l'emploi pour les étudiants, etc... Indispensable pour tout Africain immigré ou de passage à Paris.

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique de Marseille propose un week-end de réflexion les 26 et 27 janvier. Pour tout renseignement : tél (91) 90 49 70.

A l'appel du collectif « **Tunisien 26 janvier** » meeting-gala de solidarité avec les travailleurs tunisiens et l'UGTT pour la libération des syndicalistes emprisonnés... Le jeudi 24 janvier à 20H30 à la Mutualité avec le soutien de la Confédération Internationale des Syndicat Arabes, la CGT et la CFDT.

Réunion d'information sur les problèmes des travailleurs immigrés le vendredi 25 janvier à 20H30, au Comité de la Croix Rouge, 12 rue Bourgeois à Deuil la Barre (95). Tél. 983 99 88.

L'arme alimentaire : mythe et/ou réalité ? Débat proposé par le secteur agricole du PSU sur la faim dans le monde. Le 17janvier à 19H au PSU, 9 rue Borromée Paris 15ème.

Aix en Provence.

La formation retour : soirée débat proposée par l'ASTI et animée par un responsable de l'ONAMO. Le 18 janvier à la MJC Bellegarde à 19h,

Le CEDETIM, 14 rue de Nanteuil Paris 15ème organise une semaine (du 16 au 19 janvier) *« Après le vote de la loi Barre-Bonnet »*.

Lundi 14 janvier : quelle politique vis à vis de l'immigration en période de crise ?

Mardi 15 janvier : Lois et réglementations (expulsions et refoulements...).

Mercredi 16 janvier : la deuxième génération.

Jeudi 17 janvier : L'immigration , causes et conséquences dans les pays d'origine aujourd'hui.

Vendredi 18 janvier : le mouvement ouvrier français et l'immigration.

Tous les débats auront lieu à partir de 19heures.

Le samedi 19 janvier à partir de 15 heures, film de l'immigration et sur l'immigration.

Pour tous renseignements écrivez ou téléphonez au CEDETIM, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. 531 43 38.

Mouvements ouvrier et luttes urbaines en Afrique du Sud, avec le responsable de la SACTU, Brigitte Lachartre, auteur de « Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud », le Mouvement Anti-Apartheid CAO et Aude Raiga, secteur international de la CFDT. Débat proposé par le CRIDEV et la Maison du Champs de Mars à Rennes 6 cours des Alliés. Mardi 15 janvier à 20H30.

« **L'enfant et l'Apartheid** ». *« La campagne : 100 000 Français contre le financement de l'Apartheid par les banques françaises », « les liens Bretagne / Afrique du Sud », « Les réfugiés d'Afrique Australe », « Le sport et l'Apartheid »*. Tels sont les différents thèmes des débats proposés au sein du Forum qui aura lieu le samedi 26 janvier de 15H à 18 h à la Maison du Champs de Mars à Rennes 6 cours des Alliés.

l'Immigré de Djeha de Saladier, préface de Guy Bedos à la Pensée Sauvage.

L'exil Kabyle de Mohand Khelil aux éditions de l'Harmattan.

L'émission radio : l'Islam reportage au Mali et l'Islam en Europe et en particulier en France. Sur France-Culture le 14 janvier.

ANNONCES

CHERCHE femme 35 à 50 ans, nationalité « Sans Frontière » pour refaire une nouvelle vie ensemble. J'ai 52 ans. Homme assez charmant, très ouvert, très social. Pour tout contact, écrire au journal qui transmettra.

CHERCHE guitariste pour spectacles poésie, chansons pour café-théâtre. Contact : Nathan 340 00 86.

ÇA VA ça va très bien pour tout contact : Marie-Pierre 340 00 86.

TUNISIENNE, 19 ans, cherche à rencontrer des amis(es). Ecrire au journal qui transmettra.

CHERCHE chambre à louer dans le 12ème, 650F maxi. Ecrire ou téléphoner au journal qui transmettra.

JEUNE MAROCAIN sans frontière de 24 ans désire partager ses trois petites pièces avec quelqu'un de préférence sexe féminin. Photo souhaitée. Contact 250 32 23 de 8h à 17h sauf samedi et dimanche.

DEMENAGEMENTS sympas, prix Sans Frontière, tél. 261 70 30, ou 636 67 21 Jacky à partir du 21.

COMMUNIQUE

Appel à la constitution de comités ou de collectifs pour la défense des étudiants étrangers.

ces comités réunis à Amiens appellent à une autre coordination nationale les 19 et 20 janvier à Amiens. Pour tout contact avec la coordination, écrire à Artisans du Monde 163 Grande Rue 86000 Poitiers.

Protestation contre le financement de l'Afrique du Sud par les banques françaises. Rassemblement à Richelieu Drouot, le 18 janvier à 12H30.

Comité de soutien à la lutte des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, AFRP Paris 19ème et 20ème : . *Vous pouvez écrire ou vous joindre au Comité de Soutien à la lutte des foyers, qui se réunit tous les jeudis à 20H30 à la Maison PFA, 9 rue de Pré St Gervais Paris 19ème. Venez nombreux !*

Une nouvelle librairie vient de s'ouvrir dans le 18ème : immigration, littérature française et étrangère, femmes, livres pour enfants, spiritualités, bandes dessinées, science fiction, etc... Un de ses buts : diffuser une information par l'intermédiaire des livres et aussi se rencontrer, organiser des expositions, etc... Ouverte mardi, jeudi, vendredi de 10H30 à 14H et de 16H30 à 19H30. Le mercredi et samedi de 9H à 19H30. Librairie Cherche 3, rue Marx Dormoy Paris 18ème. Tél. 240 67 75.

SAUVONS JAMES MANGÉ

Oui, encore une fois vous êtes sollicités. Ils vous en coûtera 4,70F. L'enjeu ? Tenter de sauver James Mangé. Il a 24 ans. Le gouvernement d'Afrique du Sud l'a condamné à mort parce qu'il militait activement au sein de l'African National Congress et avait reçu une formation militaire. Ses onze co-inculpés furent condamnés à un total de 173 années de prison.

Trois lettres pour sauver James Mangé.

Une lettre à PW Botha, premier ministre, s/c Ambassade d'Afrique du Sud, 59 quai d'Orsay, 75007 Paris.

Une lettre au ministre français des Affaires Etrangères, 37, quai d'Orsay, 75007 Paris.

Une lettre à la femme de James Mangé, Mrs Pauline Depuo Mangé, 889 Central Western Jabavu. Johannesburg, Afrique du Sud.

EXCLUSIF

BOB MARLEY

«Qui est l'Alpha et l'Oméga?»

Mardi 6 janvier, minuit, le téléphone sonne. C'est Epoupa qui m'annonce : « Bob Marley, les I-Threes et les Wailers sont au Sofitel à Roissy, qu'est-ce qu'on fait ? ». Epoupa les avait tous rencontrés une semaine auparavant à Libreville. Elle leur avait présenté « Sans Frontière ». Bob Marley avait regretté : « Je ne lis pas le français, mais je sens que ce journal, c'est une bonne chose ». Nous courons au Sofitel, chambre 125, Bob est là ainsi que les Wailers au grand complet ; les I-Threes sont fatiguées, nous apercevons à peine Rita Marley. Tout le groupe doit reprendre l'avion demain matin pour Kingstown via Londres. Ils ont tous l'air vraiment fatigué, alors nous hésitons un peu... B.M. nous encourage à brancher notre magnéto...

SANS FRONTIERE : — Que penseez-vous du succès de votre musique, ici en Europe ? Est-il dû au contenu politique, philosophique, religieux de vos chansons, ou tout simplement à cause du rythme ?

— **Bob Marley** : Je crois que c'est la combinaison de ces éléments.

—S.F. : Nous précisons notre question : il ne s'agit pas du succès de votre musique auprès du public noir, mais auprès du public français, par exemple, qui pour la plupart ne comprend pas ce que vous dites dans vos chansons.

— **B. M. et Tyrone (un Wailer)** : Ecoutez, partout où nous jouons, en Europe, en France, en Allemagne, au Japon, les gens viennent nous écouter parce qu'ils comprennent quelque chose, sinon ils ne dépenseraient pas leur argent.

— S.F. Une de nous travaille dans un drugstore, et tous les soirs, elle vend des disques de Bob Marley. Elle se demande pourquoi les Blancs les achètent-ils.

— **B.M.** : Je pense que c'est pour les mêmes raisons.

— S.F. Nous étions allés voir « Reggae Sunsplash » et le public blanc dans la salle, tant que vous chantiez semblait satisfait, mais dès que vous commenciez à parler du rastafarisme, il pouffait de rire...

— B.M. Ce n'est pas pour eux que je parle...

— S.F. : Là où je travaille, un Blanc qui comprend l'anglais m'a dit un soir : « Je ne peux pas acheter les disques de Bob Marley, car c'est un raciste ». Pourtant, en ce moment, certains chanteurs français jouent du reggae... comme S. Gainsbourg qui dit : « Je suis comme les rastas, je suis révolutionnaire ».

— **Tyrone** : Tu vois, nous, nous ne jouons pas le reggae pour faire du bizness. Le reggae, pour nous, n'est pas une mode, un jeu. Le reggae porte en lui un message. Ceux qui se servent du reggae peuvent le faire. Mais Jah voit tout, c'est lui-même qui les jugera. Pour nous, la musique n'est pas une question de succès. Si nous chantons le reggae aujourd'hui, c'est pour transmettre un message à nos frères africains. Ce n'est pas un problème si des gens veulent faire de l'argent avec le reggae, c'est Jah qui tranchera...

— S.F. : Vous avez joué au Gabon, c'est la première fois que vous avez joué en Afrique. Que pensez-vous du public là-bas ? Et savez-vous quel type de gouvernement il y a au Gabon ?

— **B.M.** C'est la première fois que nous jouons en Afrique, mais je suis allé en Ethiopie pour des raisons personnelles. Nous savons que le Gabon, c'est la France, mais à Libreville, les gens sont comme à la Jamaïque ; ils sont tous Africains. Ce sont les mêmes vibrations, la même façon de marcher, la même façon d'être. Mais d'où viennent les Noirs, d'Afrique, non ? Alors...

— S.F. Mais vous avez été invités par la fille du président Bongo, ça ne vous gêne pas ?

— **B.M.** Qui vous a dit cela ?

— S.F. : C'est écrit dans les journaux gabonais.

— **B.M.** : Ah bon ! Je ne le savais pas, mais c'est faux. Ce sont les « boldheads » qui ont dû écrire cela.

— S.F. : Si aujourd'hui vous aviez un message pour l'avenir de l'Afrique, que diriez-vous ? Vous avez chanté sur le Zimbabwe ; en ce moment, il y a une nouvelle situation : qu'en pensez-vous ?

— **B.M.** L'Afrique : qui est Africain en Afrique aujourd'hui ? Qui est le leader de l'Afrique aujourd'hui, pouvez-vous me le dire ? Moi, je pense que tant que le rasfatarisme ne deviendra pas une réalité, l'Afrique sera un vain mot.

— **Tyrone** : Comment l'Afrique peut-elle s'unir, elle est dominée par les superpuissances.

— **B.M.** : Non, non, ce n'est pas seulement une question de superpuissances. Les gens qui gouvernent l'Afrique aujourd'hui n'ont pas une mentalité d'Africains. Ils ne voient pas que la maffia internationale des « boldheads » (1) a mis au point une guerre pour que l'Afrique disparaisse ... Qui guide l'Afrique aujourd'hui : les Français, les Américains, les Allemands, les Russes. Tu crois que c'est Marx ou Lénine qui peuvent être les guides des Africains ? Qui est le Roi aujourd'hui ? Savez-vous qui est « Alpha et Omega » ?

— S.F. Non !

— **B.M.** : Ah bon, vous ne savez pas qui est « Alpha et Omega ». Vous ne savez pas le nom d'Alpha et d'Omega. C'est Haïlé Sélassié.

— S.F. : Nous ne croyons pas qu'Haïlé Sélassié soit le commencement et la fin, l'Alpha et l'Omega.

— **B.M.** : Ah bon, vous ne croyez pas. Toi, par exemple, tu peux me dire qui est le président des Etats-Unis ?

— S.F. : Carter !

— **B.M.** Ah et vous croyez en Carter ?

Vous ne croyez pas en Haïlé Sélassié, je ne vois pas en quoi vous pouvez croire. Vous voulez croire les Blancs ?

— S.F. : Ce n'est pas là la question ; mais, pour nous Africains, c'est très difficile de voir en Haïlé un symbole de la résistance noire, car il était aussi un tyran.

— **B.M.** Quoi ? Un tyran, un dictateur de quoi ? Ecoutez-moi, les Russes de Mengistu, c'est bien peut-être ! Ecoutez-moi bien, chaque être humain doit lutter pour survivre. L'Ethiopie est le seul endroit en Afrique où ils ne sont pas arrivés à briser le peuple noir. Vous ne vous êtes pas demandés pourquoi ? Pourquoi les Italiens, les Français, les Allemands ont soumis le reste de l'Afrique et n'ont pas pu soumettre le pays de sa « Majesté » ? Pensez-vous que Mengistu est libre ? C'est sa « Majesté » qui a sauvegardé l'Ethiopie. Ecoutez bien : ETHIO-PIE. AFRIQUE, c'est juste un nom : ETHIOPIE, c'est le continent. Vous devez l'apprendre, vous ne le savez pas. Essayez de comprendre : aujourd'hui, ceux qui blasphèment l'Ethiopie, sont ceux qui développent une stratégie de guerre à un niveau très élevé. En blasphémant l'Ethiopie, ils détruisent nos racines et vous ne le comprenez pas. Vous croyez que les Russes et les Américains attaquent le même pays, ce n'est pas pour rien. Le but de Babylone, c'est de soumettre l'Ethiopie pour détruire la mémoire des Africains de façon à ce que le peuple noir n'ait aucune identité. Qui sont les Africains aujourd'hui ? Les Africains sont Français, Allemands, Russes, Américains ; mais ils ne sont pas Africains. Pourtant, ils essaient de l'être par le rastafarisme. Et vous les jeunes, vous critiquez, mais vous vous critiquez vous-mêmes. Sa « Majesté » est-elle un mensonge ?

(Photo Sans Frontière) *Lors de sa tournée à Libreville Bob Marley, rencontre Sans Frontière.*

— S.F. : Non !

— **B.M.** Mengistu est un tyran, Haïlé Sélassié n'en est pas un. Vous êtes Ethiopienne ?

— S.F. : L'une de nous est Ethiopienne, et Haïlé a tué toute sa famille.

— **B.M.** (rires) : Peut-être que ta famille n'aimait pas sa « Majesté ». Celui qui n'aime pas sa « Majesté » doit mourir.

— S.F. : Comment ? Tu ne peux pas parler comme cela !

— **B.M.** : Mais si... Celui qui n'aime pas sa « Majesté » doit mourir. Je ne voulais pas te dire cela surtout à toi qui es Ethiopienne. Mais je dois te dire la vérité, même si elle te fait mal. Celui qui n'aime pas sa « Majesté » ne peut survivre. C'est la loi entre le Bien et le Mal.

— S.F. : Nous ne pensons pas que l'Ethiopie d'Haïlé Sélassié symbolise le Bien.

— **B.M.** Sa « Majesté » ne peut pas être un tyran. Toi, par exemple, tu travailles ici à Paris, pourquoi ? Si tu travailles ici, qui va lutter contre ton gouvernement ? Et si aujourd'hui tu étais en Ethiopie de Mengistu, tu lutterais contre ton gouvernement mais tu ne travaillerais pas. Mais Epoupa... pourquoi tu t'enfuis, viens t'asseoir ici et écoute... Ils ne veulent pas que nous sachions. Moi, je suis persuadé que sa « Majesté » est une force positive dont j'ai besoin. Mais vous n'aimez pas sa « Majesté ». Pourquoi, pourquoi, pourquoi ? Ecoutez-moi. Quand vous dites du mal de sa « Majesté » votre cœur bat différemment, vous vous sentez mal, votre sang court n'importe comment dans vos veines, votre cerveau se dérègle...

— S.F. : La question n'est pas d'aimer ou de ne pas aimer sa « Majesté ».

—B.M. : Elle est où alors ?

— **Tyrone** : Je me demande pourquoi nous sommes aussi religieux ; je crois, je ne sais pas, que c'est parce que nous avons été très fortement christianisés. Alors le peuple jamaïcain sous l'influence de Marcus Garvey a voulu remplacer le dieu blanc par le dieu noir. C'est cela Sélassié : une révolution contre le dieu blanc. Moi-même, parfois, je me dis, après tout, un dieu c'est un dieu, mais en même temps, je sens que la croyance en Sélassié me donne une force. Par expérience, vous, vous savez que les trois couleurs : vert, or, rouge sont aussi la couleur des drapeaux de vos Etats, états de politiciens pourris par Babylone. Mais pour nous, c'est un symbole, c'est cela la différence. Un symbole représente pour moi quelque chose de puissant qui me pousse à lutter. Aujourd'hui, l'ayatollah Khomeiny, par exemple, est un symbole de la lutte contre Babylone. Je suis devenu rasta parce que j'espère que les rastas feront un jour comme l'ayatollah. Je sais que les rastas, le rastafarisme n'est pas parfait, mais pour moi, c'est très positif. Aujourd'hui, en Jamaïque, beaucoup de frères sont rastas, ils sont très militants ; ils ne parlent pas, ils agissent...

Propos recueillis par
Epoupa et Maria
avec la collaboration
d'Aline, Serge et Thomas.

(1) Les Occidentaux.

(Copyright Sans Frontière)